

# Journal d'un ouvrier (1956 - 1958)

*Daniel Mothé*

*Daniel Mothé a consacré dans la revue « Socialisme ou Barbarie »  
plusieurs chroniques aux sujets abordés dans cet ouvrage.  
Livre publié en 1959 au éditions de Minuit*

## 1<sup>ère</sup> Partie

### Sommaire

---

<b>Un atelier d'outillage chez Renault</b> .....	p. 2
<b>Rentrée de vacances</b> .....	p. 17
<b>Le rappel des disponible (mai 1956)</b> .....	p. 20
<b>L'affaire hongroise</b> .....	p. 36
Les ouvriers français et les nord-africains	
Les syndicats se battent... entre eux (mai 1957)	
Comment on fait échouer une grève	
Après le référendum du 28 septembre	

Il est difficile d'avoir une vue d'ensemble des choses dans notre société. C'est encore plus difficile pour un ouvrier, à qui l'organisation du monde reste cachée comme une chose mystérieuse obéissant à des lois magiques et inconnues. Notre horizon se trouve limité à la parcelle de travail qu'on commande. Même notre travail, nous ne savons plus ce qu'il devient. Nous ne le verrons plus, à moins d'un hasard. L'organisation du monde semble être l'organisation de notre ignorance. Nous sommes des hommes libres, nous avons le droit de vote et celui de nous exprimer sur les problèmes généraux du monde, mais on refuse d'entendre notre voix sur ce que nous faisons tous les jours, sur la partie de l'univers qui est la nôtre. Nous sommes seuls.

La classe ouvrière a ses taudis, ses bas salaires et tout le lot de misère qui en découle, tout ce qui apitoie les écrivains, les touristes et les organisations syndicales ; celles-ci, pour s'opposer au patronat, insistent sur ces « salaires de misère », sur les « cadences infernales », sur les « normes inhumaines ». Mais cela ne met pas en cause la société capitaliste : si la classe ouvrière menace, il suffit d'augmenter les salaires et de diminuer les normes et les cadences. Voilà l'harmonie du monde réalisée. La lutte entre les patrons et les syndicats se limitera à l'évaluation de cette misère.

C'est ainsi que l'on peut voir dans « *La Vie Ouvrière* », le journal de la C.G.T., des images représentant le prolétaire français affamé, devant un morceau de pain inaccessible, tandis que les journaux bourgeois tireront les conclusions les plus optimistes du nombre de voitures et de postes de télévision que possède la classe ouvrière. Les syndicats reprochent aux patrons de faire des superbénéfices, « d'y aller un peu fort ». Les patrons répondent que les ouvriers ont plus de richesses qu'il y a cinquante ans.

De cette controverse est née la codification de la consommation de l'ouvrier, le « minimum vital ». Les syndicats s'efforcent de prouver qu'il est de l'intérêt du patron de bien alimenter la classe ouvrière. L'ouvrier, comme consommateur, est maintenu à un rang de machine, il a les mêmes besoins qu'elle : alimentation, entretien, repos. C'est sur cette base essentiellement bourgeoise que se place le syndicat. On discute interminablement pour savoir si le repos et l'alimentation de l'ouvrier sont suffisants et on mettra pour cela à contribution les techniciens de la machine humaine, médecins, psychologues, neurologues, etc... Les syndicats polémiquèrent pendant des mois pour faire admettre au patronat et au gouvernement que l'on doit remplacer la balle de tennis par le ballon de football dans les 213 articles du minimum vital. Mais l'ouvrier a beau

manger des biftecks, et même avoir la télévision et son automobile, il reste dans la société une machine productive, rien de plus. Et c'est là sa vraie misère.

Cette misère se manifeste en moyenne 48 heures par semaine. Il serait faux de croire que l'aliénation cesse dès qu'il a franchi les murs de l'usine, mais je me bornerai à décrire ce qui se passe à l'intérieur de ces murs. Je n'évaluerai pas sa souffrance au nombre de pièces qu'il fait dans une heure ou une journée de travail, ni au salaire qu'il touche dans la quinzaine ; je me baserai sur le simple fait qu'il est un homme.

Pour cela, je vais décrire un atelier, un atelier bien particulier, les contradictions de son organisation et les réactions de ses ouvriers.

Il s'agit d'un atelier d'outillage des usines Renault qui groupe des ouvriers qualifiés, c'est-à-dire des ouvriers qui ont appris un métier et qui jouissent d'une certaine autonomie et de certains privilèges : ce que l'on nomme habituellement « l'aristocratie ouvrière ». Cette autonomie est toutefois battue en brèche par les efforts de rationalisation de la Direction, qui rend ce travail de plus en plus parcellaire ; l'ouvrier tend d'autant plus dans cet atelier à ignorer ce qu'il fait, qu'il ne fabrique pas de pièces destinées directement aux automobiles, mais seulement l'outillage pour les machines qui usinent ou montent les éléments des voitures.

### *La répartition du travail.*

Donner une vue générale de l'organisation de l'usine est difficile. Il y a, bien sûr, les schémas d'organisation qui sont à la disposition du public et que publie le Bulletin Mensuel Renault. Mais quel est le rapport entre ces schémas et la réalité, entre le plan de la Direction et l'accomplissement de ce plan par les différents services et par les travailleurs ? Pour répondre à cette question il faudrait supposer qu'une personne puisse connaître en détail tous les rouages de cette organisation. C'est justement cette possibilité que nous nions. Bien sûr, les *managers* de l'usine en connaissent par cœur le schéma, mais leur connaissance n'est que théorique. La majeure partie de la réalité de la production leur est inaccessible, cachée par la petite maîtrise, par les ouvriers et par les techniciens, du simple fait que les *managers* ne sont pas seulement des gens qui doivent coordonner, mais aussi des gens qui commandent et exercent une coercition. Cette coercition, qui menace chacun à des degrés différents, est un phénomène qui paralyse toute la hiérarchie de l'organisation, rendant les subordonnés aussi méfiants vis-à-vis de leurs supérieurs que l'enfant vis-à-vis de l'adulte.

Quand la Direction présente un schéma rationnel de l'usine, n'importe qui est

enclin à le considérer comme vrai. Notre atelier figure en bonne place dans ces schémas. Pourtant, à notre niveau, il nous est difficile de parler de rationalité. Ce que nous percevons est même la négation de tout plan organisé ; en d'autres termes, c'est ce que nous appelons « le bordel ».

Si vous demandez à la Direction à combien se monte l'effectif de l'atelier, c'est-à-dire le nombre d'ajusteurs, de fraiseurs, de tourneurs, et les différentes catégories parmi eux, P.1, P.2, P.3, le nombre d'O.S.<sup>1</sup> et que vous contrôliez ensuite par vous-mêmes, les deux chiffres ne se recouperont pas du tout. Approfondissant la question, vous constaterez que des ajusteurs sont sur des machines, que des tourneurs sont sur des fraiseuses, que des O.S. accomplissent la même tâche que des professionnels, et qu'une grande partie des ouvriers fait un travail qu'ils sont censés ne pas connaître.

Que se passe-t-il donc ?

Il se passe que la formule suivant laquelle « l'ouvrier est payé selon ses capacités professionnelles et le travail qu'il fait », perd tout son sens dès que l'on a franchi les murs de l'atelier.

Pourquoi y a-t-il des O.S., des P.1, P.2, P.3 ? Pourquoi tel ou tel est-il dans une catégorie plutôt qu'une autre ? Pour répondre à cela, il faut non seulement oublier la formule ci-dessus mais aussi fermer les yeux sur le travail qu'effectuent les ouvriers ; il faut encore plus, il faut connaître l'histoire de chacun d'entre eux. Certains sont ouvriers qualifiés parce qu'ils sont passés par l'école professionnelle de l'usine. Mais ne croyez pas qu'ils font nécessairement le métier qu'ils ont étudié. Il y a des ajusteurs, par exemple, qui ont appris pendant trois années leur métier et qui ont été placés dans l'atelier sur des machines qu'ils ne connaissaient pas auparavant. Ils sont fraiseurs, raboteurs ou surfaceurs, parce que le métier d'ajusteur est en voie de disparition et que l'on a besoin de plus en plus d'ouvriers sur machines. Ils sont passés dans leur nouveau métier avec la classification de l'ancien. Il n'est pas rare de voir un ajusteur P.2 faire du jour au lendemain le travail d'un fraiseur P.2, mais comme on peut changer plus facilement de travail que de catégorie professionnelle, l'ajusteur P.2 restera toute sa vie classé comme ajusteur, bien qu'il ne touche plus de lime.

---

<sup>1</sup> Les différentes catégories d'ouvriers dans la métallurgie sont : d'abord les manœuvres, classés en deux catégories ; puis les ouvriers spécialisés, ou O.S., classés en deux catégories également, O.S.1 et O.S.2, qui sont des ouvriers sans spécialité travaillant dans les chaînes ou dans la fabrication de série ; enfin, les professionnels, divisés en trois catégories, les P.1, P.2 et P.3, qui sont des ouvriers qualifiés dont la tâche est plus variée et demande plus d'initiative ; ils travaillent dans des ateliers d'outillage et d'entretien. Un O.S. gagnait, fin 1958, de 45 à 50.000 frs par mois ; un P.2 70.000 et un P.3 de 77 à 80.000 francs.

Voici un cas parmi d'autres :

Un ouvrier travaille sur une machine comme O.S. Il veut passer un essai pour devenir professionnel. Comme il a appris étant jeune le métier d'ajusteur, il demande à passer un essai d'ajusteur. On finit par lui faire passer cet essai, qu'il réussit. Il devient ainsi ajusteur P.I. Changera-t-il de métier ? Non. Il continuera ce qu'il a fait jusqu'à présent. Il restera sur sa machine (une surfaceuse), mais gagnera plus, parce qu'il est capable d'exercer le métier dont il ne se sert pas et dont l'usine n'a pas besoin.

Ici on peut tirer deux conclusions. La première sur le plan du travail : la classification professionnelle est indépendante de la capacité de l'ouvrier à exercer cette profession, mais dépend seulement des nécessités de la production. La deuxième sur le plan du salaire : la paye n'est pas fonction du travail effectué, mais de l'essai que l'on passe.

Cet essai, dans quelles conditions le passe-t-on ?

D'abord, il est difficile de donner les raisons pour lesquelles certaines demandes d'essai sont acceptées, d'autres refusées, explicitement ou implicitement. C'est une loi qui obéit à un certain nombre de facteurs qui sont étrangers aux ouvriers. Une chose est sûre, c'est que la difficulté des essais est sans commune mesure avec le travail qui devra être effectué par la suite. Cela fait souvent hésiter à solliciter le passage de l'essai. Certains doivent recommencer plus de six fois leur essai pour passer à une catégorie supérieure (ce qui leur demande plusieurs années), bien qu'ils accomplissent en fait le travail de cette catégorie depuis longtemps.

Mais la réussite de l'essai dépend moins, finalement, de la qualité du travail que de l'appréciation du chef d'atelier, ce que les ouvriers nomment communément « la cote d'amour » et qui est l'appui d'une personne influente de l'usine. Elle dépend aussi de l'appui d'un syndicat influent de l'usine, par exemple, actuellement, F.O. ou le S.I.R., le Syndicat Indépendant de Renault.

L'ouvrier qui est entré à l'usine tout de suite après la guerre avait des possibilités bien plus grandes qu'aujourd'hui : L'usine avait besoin d'ouvriers qualifiés pour mettre les chaînes en route ; elle en a créé de toutes pièces. Beaucoup d'O.S. sont alors devenus professionnels. Les essais étaient moins difficiles ; ils étaient passés dans l'atelier de l'ouvrier et sur sa machine. Tout le monde, ses camarades et la maîtrise, était prêt à lui donner un conseil ou à l'aider s'il se trouvait en difficulté. Il arrivait ainsi que l'essai soit le produit de la collaboration de tout l'atelier. Un tel essai correspondait en fait au mode de travail tel qu'il est effectué couramment. Mais depuis plusieurs années, ces possibilités se sont réduites, au point qu'un O.S. a peu de chances de passer professionnel et

qu'un professionnel, à moins d'un cas exceptionnel, ne passera jamais dans la maîtrise ou ne deviendra jamais technicien.

### *Deux manières de « se débrouiller ».*

Malgré cette anarchie dans la répartition de la main-d'œuvre, l'atelier marche. L'O.S. qui fait un travail de P.2 « se débrouille », l'ajusteur à qui l'on donne une machine nouvelle « se débrouille ». Mais l'ouvrier ne peut apprendre son métier ou faire un métier qu'il ne connaît pas que parce qu'il vit dans une collectivité, parce que ses camarades lui communiquent leur expérience et leur technique. Sans cet apport, l'irrationalité de l'utilisation de la main-d'œuvre entraînerait des catastrophes dans la production. En un mot, si les ouvriers n'accomplissaient pas, en plus de leur travail, ce rôle de moniteurs d'école d'apprentissage pour lequel ils ne sont pas payés, il serait impossible à la Direction d'obtenir une telle mobilité et une aussi parfaite adaptation de son personnel.

La répartition de la main-d'œuvre est soumise pour une grande part, nous l'avons vu, directement ou indirectement, à l'arbitraire de la maîtrise. Mais les ouvriers réagissent contre cet arbitraire. Il existe en effet une sorte de morale collective des ouvriers qui les empêche de se plier toujours aux exigences de cette maîtrise. Cette condamnation exerce une pression si réelle que les plus individualistes sont souvent obligés de s'y soumettre. Un ouvrier qui moucharde ouvertement se trouve dans un tel climat d'hostilité que sa vie devient insupportable. L'atelier est l'endroit où nous vivons la plus grande partie de notre vie : les rapports humains y ont une importance considérable. Chaque geste est jugé, au point que si un ouvrier reste à bavarder amicalement plus de dix minutes avec son contremaître, il court le risque de se faire siffler et traiter de « fayot ».

Par exemple nous réussissons tous à nous laver les mains avant l'heure. Nous sommes arrivés à ce résultat progressivement. Bien que la maîtrise exerce une pression en sens inverse, à partir du moment où cette habitude a été introduite, il est devenu presque impossible de la faire cesser. La pression collective est trop forte. Tout le monde se lave les mains avant l'heure, et si l'un de nous refusait de commettre cette infraction, il serait désapprouvé par l'ensemble des autres.

La promotion ouvrière par voie de fayotage est donc considérablement freinée par cette morale tacite. Mais dès que nous passons à l'échelon supérieur, c'est-à-dire dans les rangs de la maîtrise, cette pression s'évanouit. Il n'y a presque plus de morale collective dans les fonctions coercitives. On parvient

dans le camp de la maîtrise parce que l'on possède des qualités de « chef », de « dirigeant », c'est-à-dire ce que nous appellerons, dans notre langue, des qualités de « garde-chiourme ». Ce sont les plus dévoués à la Direction qui sont choisis. L'essai qui sert de barrière entre les différentes catégories d'ouvriers, on a vu qu'il était surtout symbolique ; dans le cas de la maîtrise, cet essai, qui s'appelle la « commission », l'est encore beaucoup plus. Mais, pour grimper les échelons hiérarchiques, il ne faut pas seulement avoir passé la commission, il ne faut pas seulement être bien noté par la Direction, ne pas avoir de grève à son actif, il ne faut pas seulement avoir du piston, car le piston est aussi une chose qui se généralise, il faut encore avoir le meilleur piston et, comme aux courses de stock-cars, il faut éliminer les concurrents dangereux. Pour cela, les meilleures armes sont le mouchardage et la calomnie.

Cette espèce de concurrence ne sélectionne évidemment pas souvent les meilleurs éléments. Ces petits chefs, dont le seul contrôle vient d'en haut, pratiquent à leur niveau le même système que nous : le débrouillage. Mais ce débrouillage-là n'a rien de collectif. La concurrence, la responsabilité limitée vis-à-vis de la Direction, aucun contrôle de la part des ouvriers, tout cela provoque une sorte d'anarchie dont nous ne percevons à notre niveau que les conséquences. L'énumération de ces conséquences pourrait à elle seule remplir des volumes.

- Pourquoi avons-nous le mauvais boulot ?
  - Parce que nos chefs ne savent pas se débrouiller.
  - Pourquoi avons-nous de bonnes machines ?
  - Parce que le chef est copain avec celui qui est chargé de les répartir.
- Etc., etc.

Les contremaîtres essaieront de se débrouiller pour que l'atelier marche bien. Mais ils se débrouilleront aux dépens des autres ateliers.

### *L'organisation du travail et la responsabilité de l'ouvrier.*

Dans l'atelier, tout est organisé pour que l'ouvrier ait le moins de contact possible avec ses camarades. Il doit rester à sa machine et on fait tout pour qu'il y reste, pour que son temps rapporte : aussi va-t-on jusqu'à considérer que, lorsque nous serrons la main à un de nos camarades, nous enfreignons la loi sacrée de l'usine. Nous sommes dans une collectivité de production, mais on tend continuellement à nous isoler par un système de surveillance très complexe, comme si chacun de nous était un artisan isolé. Des dessinateurs ont dessiné les pièces que nous avons à faire, des techniciens ont indiqué la succession des opérations d'usinage à effectuer et les ont réparties aux différents types de machines-outils, un magasin nous fournit l'outillage dont nous avons besoin ; au-

dessus de nous, les chefs d'équipe, contremaîtres, chef d'atelier nous procurent du travail et nous surveillent ; au-dessous de nous, des convoyeurs nous apportent les pièces à usiner ; des contrôleurs vérifient notre travail et parfois des supercontrôleurs notent tous les quarts d'heure si notre machine fonctionne, des chronométrateurs nous allouent des temps, des agents de sécurité veillent à la protection de notre corps ; enfin des délégués syndicaux prétendent s'occuper de nos intérêts. Tous, jusqu'au balayeur qui vient nettoyer notre place, tous s'occupent de nous, pour que nous n'ayons qu'une chose à faire : faire marcher la machine.

Lorsqu'un ouvrier réclame du travail à son chef d'équipe, il reçoit un « carton de commande », derrière lequel est collé le dessin de la pièce à usiner. Sur ce carton est inscrite la succession des opérations à effectuer, depuis la fonderie ou le tronçonnage du métal, jusqu'au montage de la pièce sur son ensemble mécanique. La « gamme » du carton est l'inscription des opérations successives, suivies des temps alloués pour l'usinage, du numéro de l'atelier, où se fera cet usinage, et du nom de l'ouvrier qui l'effectuera.

Nous faisons un travail très divers et parfois très complexe, c'est-à-dire un travail qui exclut l'automatisme. Il y a un travail purement intellectuel d'interprétation du dessin : nous devons décider de l'organisation des opérations d'usinage. Les gammes ont beau avoir été prévues, les techniciens ont beau avoir mentionné ce que nous avons à exécuter, nous mâcher tous les calculs, nous devons dans certains cas personnaliser notre travail, c'est-à-dire trouver une « combine » pour le faire plus vite et plus facilement. Mais cela ne peut pas être une œuvre individuelle ; c'est au contraire une œuvre éminemment collective. Ici interviennent le métier, l'expérience, c'est-à-dire des éléments qui se trouvent répartis inégalement chez tous les ouvriers, non réunis chez un seul. Pour fabriquer la pièce, nous avons donc besoin de voir nos camarades et de discuter avec eux.

Pour éviter cette hérésie, la Direction a inventé le super-homme, le super-ouvrier, qui doit réunir toutes les connaissances et connaître toutes les « combines » ; cet homme, elle en a fait le chef d'équipe. Celui-ci gagne environ de 10 à 20.000 francs de plus qu'un compagnon. En principe, il ne travaille pas manuellement. Son bureau se trouve au milieu des machines ; il n'a pas de cage vitrée et sa vie est pratiquement liée à la nôtre. Ses fonctions sont en principe celles d'un agent de transmission entre les ouvriers et les autres services de l'usine (mais il arrive bien souvent que les ouvriers se passent de cet intermédiaire par souci d'efficacité ou de rapidité), et aussi celles d'un surveillant (mais cette fonction est pratiquement assurée d'une part par le système de travail au temps, et d'autre part par le bureau de contrôle). En réalité, le chef



d'équipe intervient lorsqu'une bataille de boules de chiffons menace de gagner tout l'atelier. Il passe la plus grande partie de sa journée à bavarder.

Les fonctions de chef d'équipe devraient exiger que celui qui les assume soit le meilleur ouvrier, mais le meilleur ouvrier n'est pas forcément dévoué à la Direction. D'autre part, la division extrême du travail a atteint aussi les ateliers d'outillage et il est difficile de concilier une spécialisation de plus en plus précise avec une expérience générale.

Mais un ouvrier qui aurait toutes ces qualités peut ne pas posséder celles de surveillant. En donnant un rôle coercitif au chef d'équipe, on lui enlève du même coup la confiance des ouvriers.

Ainsi, en voulant éviter tout contact direct entre les ouvriers, en créant un super-ouvrier, la Direction a enlevé un ouvrier productif à sa machine, l'a confiné dans un travail de paperasse et l'a privé pratiquement de tout rôle productif. Les privilèges qu'elle lui a donnés ne sont pas même suffisants pour qu'il accepte toujours d'accomplir son rôle de surveillance. En dernier lieu, la Direction n'a finalement pas pu éviter la collaboration des ouvriers entre eux, comme nous allons le voir.

La responsabilité de l'ouvrier tend à être de plus en plus réduite. Cela n'est pas ici poussé jusqu'au maximum, comme dans les chaînes, où l'O.S. n'est responsable de rien, mais seulement le régleur, les chefs et les différentes catégories de contrôleurs. Le P.1, le P.2 lui, n'est responsable que de la parcelle de travail qu'il accomplit : il ne doit pas s'occuper de savoir ce que cette parcelle vaut par rapport à l'ensemble. D'ailleurs, comment pourrait-il le faire, puisque tout est organisé pour lui cacher cet ensemble ?

Il doit donc s'en tenir aux directives qu'il reçoit, c'est-à-dire au dessin. Et là, il se trouve placé devant une alternative. La première possibilité est de dégager sa responsabilité, c'est-à-dire se conformer au dessin et faire en sorte que la pièce soit acceptée par le contrôle. Le règlement et l'organisation de l'usine ne sont conçus qu'en fonction de cette attitude.

La deuxième possibilité est d'essayer de comprendre à quoi sert la pièce, soit pour la rendre non seulement bonne au contrôle mais utilisable, soit pour faciliter la tâche du compagnon qui prendra la suite des opérations.

Un artisan qui fait une machine du commencement à la fin, qui exécute lui-même tous les rouages de l'appareil et qui a l'idée de l'objet fini dans sa tête, courra moins de risques que n'importe qui de faire des erreurs : il sait ce qui est important et ce qui ne l'est pas. En outre, s'il fait quand même des erreurs, il pourra les réparer ; l'erreur sur une pièce peut en effet être compensée par la modification de la pièce sur laquelle la première vient s'ajuster, sans mettre en cause le mécanisme de l'ensemble.

La chose est bien différente quand chaque rouage de la machine est confié non pas à un, mais à dix ouvriers de différentes professions, dont aucun ne connaît l'importance du travail qu'il exécute. Les possibilités d'erreur se trouvent multipliées par le fait qu'il y a un plus grand nombre d'exécutants, qu'aucun des exécutants n'a la machine idéale dans la tête, c'est-à-dire qu'aucun ne sait à quoi sert la pièce qu'il a fabriquée.

D'autre part, chaque exécutant est soumis à une pression constante de l'organisation de l'usine : depuis le dessinateur jusqu'à celui qui termine la pièce, en passant par la dactylo qui copie les gammes, tous sont notamment soumis à l'impératif du bureau des méthodes, qui est d'aller toujours plus vite.

Parfois, pour nous faciliter le travail, nous nous mettons directement en rapport avec ceux qui prendront la suite de l'opération et, là, il nous arrive de passer entre nous des arrangements secrets. Ainsi, pour l'usinage d'outils de tour, certains fraiseurs consentent à finir directement les pièces à la machine, de telle façon que l'ajusteur qui prend l'opération suivante n'a pratiquement plus de métal à enlever à l'outil. On convient au préalable que l'ajusteur partagera le temps alloué avec le fraiseur qui lui a fait le travail.

Il est beaucoup d'autres cas où les ouvriers enfreignent les règlements et passent par-dessus le cloisonnement des fonctions : tel est l'exemple de l'atelier qui fait les outils « widias », c'est-à-dire des outils de tour ou de fraiseuses.

Quand le fraiseur de cet atelier reçoit une commande à exécuter, il doit d'abord se procurer lui-même le dessin, consulter les fichiers et donc faire un travail pour lequel il n'est pas payé, car ce temps n'est pas prévu par le chrono. En tant qu'automate, il devrait se contenter d'exécuter la pièce conformément au dessin, mais il sait par expérience qu'il ne doit pas le faire, sous peine de graves ennuis. Il risque en effet de se faire engueuler si les outils qu'il a faits ne sont pas utilisables, même s'ils correspondent fidèlement au dessin. Au contraire, il arrive fréquemment qu'en cours de fabrication une modification mineure du dessin puisse avantager le déroulement des opérations d'usinage.

Dans cet atelier, qui ne comprend qu'une cinquantaine d'ouvriers, les affûteurs ont passé des consignes orales, modifiant les cotes et le dessin original, aux surfaceurs, qui ont passé des consignes orales aux fraiseurs, etc., tout cela en vue de faciliter le travail de chacun. Ces consignes n'ont pas été codifiées, on se doute un peu pourquoi : Pour être codifiées, ces modifications qui sont fréquentes devraient continuellement remonter la chaîne des bureaux et cela pourrait entraîner des heurts, des difficultés de toute sorte, et froisser bien des susceptibilités. Ceux qui finissent les pièces sont de « vulgaires O.S. », tandis que ceux qui les commencent sont, pour la plupart, des ouvriers qualifiés ; il y a entre eux une différence de paye de quelque 15.000 fr. par mois. Qu'un O.S.

puisse officiellement conseiller un ouvrier qualifié serait une anomalie qui ébranlerait tout le système hiérarchique de l'usine.

Pour dégager sa responsabilité, l'ouvrier peut bien demander conseil au chef d'équipe ; le chef d'équipe en parlera au contremaître ; tous deux iront au bureau du contrôleur pour lui demander, à lui, ce que l'ouvrier leur a demandé à eux ; le chef d'équipe, le contremaître et le contrôleur iront enfin auprès de l'affûteur poser la même question. La réponse suivra le même chemin, puis l'ouvrier pourra enfin commencer. Mais, comme il est pressé, il se passera souvent de tous ces intermédiaires. Il ira voir lui-même directement les ouvriers qui prennent la suite des opérations.

Toutefois, il ne commencera pas encore son travail à ce moment-là. Si l'on modifie la forme de la pièce et son dessin, il faut en effet modifier les délais, et cette modification devra suivre le chemin inverse. L'ouvrier ajoute donc au crayon le délai supplémentaire sur sa commande, qu'il donne ensuite au chef d'équipe, qui, lui repassera à l'encre ce que l'ouvrier a écrit au crayon et signera ; enfin le chrono viendra superviser le tout en apposant sa propre signature.

Après s'être ainsi métamorphosé en chronométré, chef d'équipe, contrôleur et contremaître, notre ouvrier reprend sa place à sa machine. Il sait par expérience que toutes les infractions au règlement qu'il vient de commettre lui seront pardonnées si ça marche ; dans le cas contraire, ses initiatives lui retomberont dessus, comme un boomerang qui aurait manqué son but. Si ça ne marche pas, on pourra en effet lui reprocher soit de ne pas avoir pris d'initiatives, soit d'en avoir pris de mauvaises. Faisons-lui néanmoins confiance : s'il sait prouver qu'il n'est pas un robot dans son travail, il sait aussi le prouver quand on vient l'engueuler...

L'atelier d'outillage est la grande victime de la contradiction qu'il y a entre les efforts de rationalisation et ses limites. Il reste un hybride entre l'atelier de style artisanal et l'atelier de fabrication en série. Un mélange de petit atelier fonctionnant sur le mode du travail à l'unité ou de la petite série et d'atelier de fabrication moderne.

D'abord, notre outillage devrait nous être livré par un convoyeur. Mais la diversité de notre travail exigerait un nombre trop considérable de convoyeurs, qui de plus devraient - ce qui n'est pas le cas - avoir les mêmes connaissances que le compagnon qu'ils doivent servir. Résultat : nous devons chercher notre outillage nous-mêmes, quitter la machine et aller faire la queue au magasin. Quand l'outillage n'est pas disponible, il faut le commander, pour l'obtenir quelques jours plus tard.

L'atelier d'affûtage est un atelier séparé. Il reçoit les livraisons d'outils à affûter au cours de la semaine suivante. Si un ouvrier y remet un outil à affûter

selon un certain profil, il peut attendre jusqu'à quinze jours avant de le récupérer. En réalité, ce travail nécessite tout au plus cinq à dix minutes. Mais en l'attendant, l'ouvrier devra interrompre sa tâche pendant une dizaine de jours. Si nous nous conformions toujours à cette règle, il faudrait chaque fois interrompre ce que nous faisons et entreprendre autre chose ; tout le temps que nous aurions passé au réglage de notre machine serait ainsi perdu, et même pas compté pour notre paye.

Pour ne pas perdre tout ce temps, nous arrangeons nous-mêmes notre outillage, préférant perdre quelques minutes à nous transformer en affûteurs que deux semaines pour rien. Mais, là encore, nous devons ensuite affronter les foudres du magasinier qui nous reproche, avec juste raison, d'avoir modifié à notre usage un outillage qui se trouve par là même inutilisable par les autres. Il aurait fallu, nous rappelle-t-il, procéder régulièrement et lui présenter notre demande. C'est lui qui aurait fait un bon de commande au magasin central, dont un magasinier, à son tour, aurait pu chercher dans le stock s'il n'existait pas un outil de la forme demandée. Combien cela aurait-il pris de temps ?

Il arrive que les pièces que nous fabriquons suivent un certain roulement, c'est-à-dire que les mêmes commandes repassent par l'atelier au bout d'un certain temps. Aussi, chaque fois que nous recevons une commande, nous nous renseignons auprès de nos camarades, pour savoir si l'un de nous n'a pas déjà inventé sur ces pièces une combine pour aller plus vite. Là non plus ce n'est pas le chemin que nous devrions normalement suivre : il faudrait demander au chef d'équipe qui, lui, nous mettrait à ce moment en relation avec le compagnon qui pourrait nous documenter.

Comme on voit, la multiplication des intermédiaires qui nous séparent du stock d'outillage et des affûteurs est pour nous un obstacle permanent. Nous le surmontons en créant nous-mêmes une espèce de magasin plus ou moins clandestin où nous stockons pour nous et pour nos camarades les outils adéquats que nous nous sommes procurés. Encore une fois, nous avons, le faisant, court-circuité l'organisation de l'usine, encore une fois nous sommes en faute, mais ce n'est qu'à ce prix que nous pouvons travailler.

### *Le délai.*

En plus de sa forme et de la qualité de son métal, chaque pièce a dans l'usine une autre propriété : son délai d'usinage. Ce délai est inscrit sur notre commande. Mais un système de travail au rendement a été institué et chaque ouvrier a la possibilité de dépasser les temps alloués.

Ainsi, si une pièce qui a un temps alloué de 1 h. 30 est réalisée en 1 h., l'ouvrier recevra un supplément de paye ; on dit qu'il règle à 150 %. En réalité,

cette possibilité est devenue à peu près la règle. Aujourd'hui, l'ouvrier qui fait ses pièces conformément au temps alloué est non seulement lésé sur son salaire, mais encourt le risque de se faire renvoyer.

Toutefois, cette obligation de travailler plus vite que les temps alloués a une limite, fixée par la Direction. Cette limite était, juste après la guerre, de 138 % environ ; la pression syndicale, qui à cette époque soutenait l'accélération de la production, a fait progressivement monter ce plafond. Aujourd'hui l'ouvrier a le droit de régler à 154 %, c'est-à-dire que dans une quinzaine de travail de 100 heures, il pourra effectuer 154 heures de délais. Les heures de délais qu'il fera au-dessus de 154 heures ne seront pas payées.

Il existe deux façons d'établir un délai pour le chrono ; si la pièce n'a jamais été faite auparavant et que le compagnon qui vient de l'exécuter a accepté le délai, toutes les pièces qui suivront auront le même. C'est pourquoi, quand un compagnon fait une pièce nouvelle, il doit bien faire attention à ne pas laisser passer un délai trop court ; pour cela, il est du reste contrôlé par ses camarades, qui risquent de se retrouver bientôt devant le même travail. A ce moment se déroule une sorte de farce jouée par l'ouvrier et le chrono. L'ouvrier essaie d'obtenir le temps le plus long, et le chrono le délai le plus court. Personne n'est dupe, et chaque partenaire connaît à fond le rôle de l'autre, jusqu'aux répliques. Le chrono tente au départ de mettre un délai faux, c'est-à-dire au-dessous de ce qu'il juge normalement faisable, car il pense que de toute façon, l'ouvrier va protester. L'ouvrier essaie, lui, de réclamer un délai au-dessus de ce qu'il peut réaliser, parce qu'il compte avec tous les impondérables dont le chrono ne veut pas entendre parler. C'est d'un long marchandage que naîtra finalement le délai. Une fois établi, celui-ci sera contrôlé par l'ouvrier, qui tient lui-même la comptabilité des temps qu'il a obtenus. Chaque fois que la pièce reviendra dans l'atelier, lui ou ses camarades pourront en vérifier l'exactitude.

Ainsi, le délai inscrit sur un carton est beaucoup plus fonction de la combativité et de la vigilance de l'ouvrier, ou de la personnalité du chrono, que de la règle à calcul. Il arrive que certains ouvriers aient eu trop de complaisance avec le chrono et que certaines pièces soient matériellement impossibles à usiner dans les temps prévus. Dans ce cas, que se passe-t-il ? Comme il n'est plus question de toucher au délai, qui, une fois établi, est devenu tabou, le chef d'équipe peut compenser ce « mauvais travail » en donnant à l'ouvrier lésé des pièces dont le délai est lui, bien au-dessus de ce qu'il réalise habituellement.

### *La protection de l'ouvrier et le délégué.*

La lutte de classe n'est pas une idée de Marx ou un simple slogan de propagande, la lutte de classe existe. Il est devenu nécessaire pour la bourgeoisie non

seulement de la reconnaître mais aussi de lui donner un statut légal, avec ses droits et ses limites. C'est ainsi que le problème de l'homme est entré non seulement dans les préoccupations du législateur, mais aussi dans les statuts de l'usine. L'atelier, la machine, les cadences, prennent l'homme, le broient, tendent à le transformer lui-même en machine. Mais le corps humain risque alors de se détériorer. L'exploitation trop intense de l'ouvrier peut entraîner des maladies, des arrêts de travail qui pourraient avoir de graves répercussions sur la production. La société a alors institué des services médicaux gratuits, des surveillances médicales obligatoires dans les usines et des indemnisations pour les accidents. Quand on songe à la somme d'expérience pratique et aux années d'apprentissage qu'a nécessité la formation d'un bon ouvrier qualifié, on comprend que ce matériel humain devienne précieux pour les classes qui tirent profit du travail. On aura du reste beaucoup moins de ménagements pour un O.S. ou un manoeuvre lorsqu'ils peuvent être remplacés immédiatement, sans formation préalable, que pour un ouvrier qualifié ou un technicien. Les cadences, les méthodes de travail seront plus dures pour les uns que pour les autres, de même que l'attitude de la maîtrise, les vexations et les engueulades.

Les accidents provoqués par les meules sont chez nous très fréquents. L'émeri se détache de la meule et se plante dans le cristallin. Le service de sécurité, qui a pour but de prévenir les accidents, avait fait apposer des affiches dans notre atelier. Il y était recommandé notamment de mettre des lunettes pour affûter ses outils. Cette recommandation n'était suivie par personne, car l'atelier n'avait qu'un nombre insuffisant de lunettes ; d'autre part, pour se les procurer, il aurait fallu faire la queue au magasin et perdre ainsi de précieuses minutes. Pratiquement, l'affûtage des outils se faisait donc sans lunettes et le nombre des accidents des yeux ne baissait pas dans les statistiques. Après quelques années, les services de sécurité ont enfin inventé un dispositif très simple qui consiste à placer un écran de verre devant la meule, ce qui évite tous les risques de blessures aux yeux. Il serait curieux de savoir par quel processus les services de sécurité arrivèrent à ce résultat, combien de discussions, de rapports et de dossiers ont été nécessaires pour aboutir à cette solution, que n'importe quel ouvrier qui utilise la meule aurait pu trouver en cinq minutes.

Car, si nous savons qu'il existe un service qui nous protège comme un ange gardien, comme un tel ange nous ne le voyons jamais. Pourtant, il serait faux de dire que les services de sécurité n'ont pas du tout de rapport avec les ouvriers, puisqu'ils prennent contact avec le délégué, qui est censé représenter les ouvriers de l'atelier auquel il appartient.

Le délégué représente les ouvriers vis-à-vis de la maîtrise et de la direction ou

du service de sécurité. C'est la courroie de transmission légalisée par l'organisation de l'usine. C'est aussi le représentant de la volonté des ouvriers contre la Direction et contre la maîtrise.

Enfin, dira-t-on, voilà un rouage de l'usine qui permet l'expression de la volonté des ouvriers. Au moins sur ce plan particulier, les ouvriers ne sont plus des robots isolés. L'écran d'ignorance va-t-il être levé ?

Non. Nous allons voir que l'ouvrier, s'il ne sait pas ce qu'il fabrique, s'il ignore comment on préserve son corps des accidents, doit aussi ignorer comment on défend ses propres intérêts auprès de la Direction.

En effet, si le délégué est en principe l'avocat des ouvriers, leur représentant officiel, sa fonction s'est détériorée au cours des années. Le personnage du délégué est très complexe. Il a, en fait, trois visages.

La première tâche du délégué consiste à transmettre les revendications des ouvriers, qu'il inscrira sur un cahier de revendications et présentera mensuellement à la Direction. Il faut évidemment que ces revendications ne touchent ni aux lois sur les salaires, ni aux règlements de l'usine. Ce seront donc des revendications mineures, qui auront pour objet soit l'amélioration des conditions de travail, soit la promotion ouvrière, c'est-à-dire le passage d'une catégorie dans une autre. (Ajoutons que ces problèmes entrent également dans les attributions de la maîtrise).

Mais le délégué est aussi représentant d'un syndicat, ce qui complique considérablement sa tâche. Si le délégué d'atelier est C.G.T., par exemple, le militant F.O. refusera de lui faire des suggestions, car il sait que c'est l'obtention de ces revendications qui permettra ensuite à la C.G.T. d'assurer sa propagande : « Voyez, dira-t-elle, nous vous avons obtenu un robinet pour vous laver les mains ; faites-nous confiance, et rejoignez notre Centrale ». De plus, s'il s'agit de revendications portant sur des augmentations de salaires, le délégué doit normalement en informer son syndicat.

En retour, le délégué représente son syndicat auprès des ouvriers, et c'est la deuxième tâche. Il diffuse la propagande et les consignes de la Centrale, car il sait que ce n'est qu'à ce prix qu'il sera présenté aux prochaines élections. Le délégué représente ainsi la politique de son syndicat devant la Direction et devant les autres syndicats ; il essaiera par exemple de conclure des alliances avec ces syndicats, ou bien, au contraire, de les discréditer auprès des ouvriers, selon la tactique imposée par sa Centrale.

Lorsque le délégué intervient auprès de la Direction, c'est moins au nom des ouvriers qu'au nom de son syndicat. Il n'a, en fait, aucun mandat des ouvriers, si ce n'est qu'il est leur élu une fois par an. Quand il dit : « La classe ouvrière pense cela », cela veut dire, 99 fois sur 100 : « Mon syndicat m'a dit cela ». Les ouvriers ne savent généralement même pas ce que dira leur délégué à la réu-

nion avec la Direction. Ils ignorent du reste également ce qui s'est dit à cette réunion.

En troisième lieu, le délégué représente la loi. Il doit défendre le Code du travail contre la Direction, mais aussi contre l'ouvrier. Ainsi certains délégués ont exercé après la Libération des fonctions de coercition analogues à celles de la maîtrise. Certains faisaient la police, dénonçaient publiquement les ouvriers pointant avant l'heure, ceux qui « tiraient au flanc », etc. Aujourd'hui, il ne défend plus le règlement avec autant de zèle, mais il en est encore prisonnier.

Dans le cas où l'ouvrier enfreint le règlement de l'usine, le délégué ne peut donc le soutenir. Une clause des accords Renault de septembre 1955, stipule par exemple que pour qu'une grève soit légale, il faut prévenir la direction huit jours avant. Ainsi toute grève spontanée des ouvriers se place automatiquement dans l'illégalité et les délégués ne peuvent pas les défendre. Ce qui fut le cas de la grève qui éclata aux ateliers 61/43 et 61/44, l'été 1956, où les délégués ne purent que conseiller aux ouvriers de reprendre le travail.

Avec la rationalisation du travail, la défense des ouvriers devient de plus en plus une question particulière et collective. Particulière, parce que la division du travail est tellement poussée qu'il est impossible à un seul individu de connaître tous les problèmes d'un seul atelier. Collective, parce que chaque problème intéresse l'ensemble de l'équipe.

Un fraiseur, s'il veut se défendre auprès du chrono contre un délai trop court, devra se placer sur le plan de son expérience. Mais, comme nous l'avons vu, l'expérience est essentiellement collective. C'est pourquoi on essaiera chaque fois de provoquer des discussions collectives avec les chronos qui, connaissant les risques de telles rencontres, les refusent la plupart du temps, et s'en réfèrent au chef d'équipe. Les meilleurs arguments contre le chrono ne peuvent être présentés que par l'équipe des ouvriers appartenant à la même profession. Le délégué ne peut, lui, que rester muet dans une telle controverse, s'il est étranger au boulot.

Dans un atelier de réparation, les ouvriers décidèrent un jour de demander au chef d'atelier de ne plus venir travailler le samedi soir. Ils discutèrent la question ensemble, avant de voir le chef d'atelier, cherchant tous les arguments que celui-ci pourrait bien opposer et préparant une réponse à chacun.

Après cette confrontation, ils désignèrent l'ouvrier qu'ils jugèrent le plus capable de défendre leur point de vue. Celui-ci rencontra le chef d'atelier et obtint gain de cause. Entre temps, le délégué syndical, ayant eu vent de la chose, était allé, lui aussi, discuter avec le chef d'atelier, sans consulter qui que ce fût. Mais lui n'obtint rien du tout.

Seul, le rapport de force entre les ouvriers et la maîtrise peut décider de l'issue des conflits.



## RENTREE DE VACANCES

---

A la rentrée des vacances de 1955, les ouvriers de mon atelier ne s'intéressaient guère aux événements sociaux. Nous sommes encore restés dix à quinze jours imprégnés de cette atmosphère de vacances. Les derniers arrivants finirent par contraster tellement, avec leurs mines bronzées et souriantes, que la joie de leur retour n'arrivait plus à ébranler l'amertume de notre travail. Peu à peu, les visages reprirent leur aspect habituel et avec eux les conversations sur les réalités de tous les jours.

Mais ce fut surtout la grève du métro et des bus qui fit se délier toutes les langues. C'était une grève impopulaire dans l'ensemble. Beaucoup d'ouvriers s'en plaignaient, parce qu'elle gênait ceux qui venaient travailler et parce qu'elle n'était pas une vraie grève : « On ne savait jamais si telle ou telle ligne marchait ou pas ». La grève paraissait injuste, car elle ne lésait que certains d'entre nous, et les victimes étaient beaucoup plus furieuses de cette injustice que de la grève elle-même. Certains, enfin, ne se sentaient aucune solidarité avec les fonctionnaires et surtout avec ceux dont le travail n'était pas comparable au nôtre, en particulier ceux qui restaient derrière des guichets toute la journée.

Une affiche nous informa que le jeudi 15 septembre des discussions entre la Direction et les délégués syndicaux allaient s'engager au sujet des salaires. Le centre de nos préoccupations se déplaça des événements généraux vers les événements de notre usine. La majorité des ouvriers était convaincue que la Direction lâcherait une augmentation importante.

Le jeudi 15, à 13 heures, à la reprise, des groupes se formèrent dans l'atelier. On apprit que la Direction accordait 1 % d'augmentation jusqu'à la fin de l'année et 3 % en 1956. Cette nouvelle ne fit qu'irriter la majorité d'entre nous ; nous jugions l'augmentation dérisoire. Cependant, le travail reprit. A peine avons-nous rejoint nos machines qu'une clameur s'élevait. Quelques minutes plus tard un groupe d'une centaine d'ouvriers venus des ateliers voisins débouchait dans notre atelier en scandant : « Nos 40 francs ! ». Pendant que ce groupe poursuivait sa marche le long de l'allée centrale, certains d'entre nous allèrent trouver les délégués syndicaux de nos ateliers ; d'autres se joignirent aux manifestants. Tous les regards étaient tournés vers les délégués. Qu'allait-on faire ? Les délégués ne bougèrent pas. Le défilé avait à peine quitté l'atelier que toutes les machines s'étaient remises en marche.

Le cortège des manifestants se rendit devant les bureaux de la Direction : là, un délégué monta sur la grille et annonça qu'une délégation irait porter les revendications à la Direction.

Dès que fut ouverte la porte qui donne dans le hall des services de la Direction, ce fut une ruée générale, chacun poussant pour entrer et exprimer sa colère. Quelques cégétistes dévoués, sous le commandement du délégué, arrêtaient ce flot et constituèrent un barrage pour garder la porte. Une trentaine d'ouvriers s'étaient tout de même introduits dans le hall.

A l'intérieur, ce fut un membre du service de la Direction chargé d'introduire les visiteurs qui nous reçut. Le délégué demanda à l'huissier de communiquer à la Direction les revendications des travailleurs. L'employé objecta qu'il lui était impossible de prévenir tout de suite la Direction de cette démarche, car elle était en train de siéger avec les représentants syndicaux au sujet des salaires. Mais il s'empressa d'ajouter qu'il ferait la commission dès que cela lui serait possible.

- Il ne le fera pas, s'écria un manifestant, visiblement mécontent de rester dans l'antichambre.

Après avoir affirmé à plusieurs reprises sa bonne foi, l'employé se mit à noter avec application le discours que faisait le délégué. Ce dernier souligna que les augmentations accordées ne correspondaient pas au désir des ouvriers et que ceux-ci réclamaient 40 francs de l'heure.

- Uniforme pour tous ! interrompit un manifestant, qui fut aussitôt soutenu par d'autres : « Pas de hiérarchie dans l'augmentation. »

Un ouvrier demanda la parole. Il dit que nous ne voulions pas « des accords comme à la General Motors » qui nous enlèveraient notre droit de grève. Son intervention fut chaleureusement approuvée. L'employé fut encore obligé de promettre qu'il ferait la commission en agitant son carnet de notes au-dessus de sa tête, car la salle restait houleuse et incrédule. Puis le délégué nous invita à nous retirer, après avoir posé un ultimatum : « Si demain nous n'avons pas de réponse de la Direction, nous envisagerons d'autres actions ».

Dehors, le délégué monta sur la grille pour informer les manifestants, dont le nombre avait considérablement diminué. En fait, il se contenta de répéter une troisième fois ce qu'il avait dit d'une part avant d'entrer et d'autre part à l'intérieur. Puis nous regagnâmes en groupe nos ateliers, sous le regard inexpressif des gardiens.

Le vendredi 16, pendant la matinée, rien ne se passa. Les ouvriers ne manifestaient pas le désir de débrayer ou bien la plupart s'exprimaient dans ces termes : « Il faudrait que tout le monde se mette dans le coup ». Chacun se déclarait prêt à se lancer dans un mouvement général. Mais comment partirait ce mouvement, qui l'organiserait ? Autant de questions qui restaient sans réponse. Nous fûmes prévenus qu'à 12 h. 30 il y aurait une réunion dans l'atelier, organisée par la C.G.T. On eut bien du mal à rassembler la moitié de l'atelier. Ce fut le délégué du Comité d'entreprise qui exposa les faits : la direction aug-

mentait nos salaires de 4 %, accordait trois semaines de congés payés, et le paiement d'une prime pour les malades. C'était loin de notre revendication de 40 francs.

- Allons-nous nous laisser faire ?

- C'est à vous de proposer une action si vous êtes en désaccord avec ce qu'offre la Direction.

Le délégué reprend, en colère :

- Voyons, parlez, proposez ! Vous voulez débrayer ou pas ?

- On veut bien, mais les autres ?

- Les autres agissent aussi, ne vous inquiétez pas. Il y a des réunions dans toute l'usine. (Nous apprîmes par la suite que c'était inexact). C'est à vous de décider ; les autres font leur boulot de leur côté.

Je propose d'élire un Comité de grève dans chaque atelier et de réunir tous les Comités de grève pour décider et coordonner l'action.

La fin de mon intervention est couverte par la voix d'un cégétiste qui propose, lui, de faire une heure de grève entre 15 et 16 heures. Cette proposition est soutenue par tous les cégétistes. Les autres ouvriers ne semblent pas d'accord.

Un quart d'heure plus tard, un tract est distribué dans quelques ateliers, invitant les ouvriers à débrayer entre 15 et 16 heures et à venir au meeting devant les bureaux de la Direction.

A 15 heures, Linet, député communiste, suivi d'une escouade de photographes journalistes de *La V.O.* et de *L'Huma*, s'avance dans la rue Emile-Zola. Ils sont une trentaine. La police de l'usine les surveille et, dès qu'ils arrivent à la hauteur de la grande porte de la Direction, les portes se ferment et sont verrouillées.

Les ouvriers commencent à arriver de l'île, de notre atelier, de l'artillerie, etc. Certains racontent que, pour venir, ils ont dû faire sauter les chaînes que les gardiens avaient mises aux portes. Le climat est tendu ; la moindre provocation entraînerait la bagarre.

Linet déclare qu'une délégation va se rendre à la Direction pour poser nos revendications. Puis la même scène que la veille se déroule. Les délégués sont obligés de contenir les ouvriers qui voulaient entrer dans les bureaux exprimer ouvertement leur mécontentement.

Nous savons qu'à l'intérieur les délégués répètent le même discours que la veille à un employé apeuré qui doit noter sur son bloc et répondre avec des gestes d'impuissance à ceux qui le prennent pour le directeur.

Linet recommande le calme et invite ensuite les ouvriers à le suivre rue Yves-Kermen où les haut-parleurs sont installés pour le meeting. Le discours de Linet et des délégués C.G.T. est le même qu'hier : ils protestent contre les ac-

cords et invitent les ouvriers à s'unir. Pas de consignes. On épilogue longuement sur la misère des travailleurs.

Après cela, un ouvrier de F.O. et un du S.I.R. dénonceront à tour de rôle leur Centrale et leurs responsables syndicaux.

L'heure a tourné et il ne nous reste plus qu'à regagner nos ateliers. C'est fini.

## LE RAPPEL DES DISPONIBLES (mai 1956)

---

Ce matin-là, vers 10 heures, J. a été convoqué au bureau. On lui téléphonait pour le prévenir qu'il était rappelé pour le lendemain. Il devait se présenter à 7 heures du matin à la caserne. Nous savions tous que J. serait rappelé très prochainement et lui-même s'était préparé à partir, mais ce coup de téléphone nous surprit tout de même. C'était vrai, tout ce que nous avons pu dire sur son départ se concrétisait, et nous étions étonnés de la correspondance qu'il pouvait y avoir entre les écrits, les paroles et la réalité. J. partait, et après lui, d'autres, pour on ne sait combien de temps. Peut-être J. ne reviendrait-il jamais ? L'appel des disponibles ne commença vraiment pour nous qu'à partir du coup de téléphone qui nous enlevait notre camarade. Nous étions consternés, et nous nous demandions quoi faire pour éviter ce départ. Que faire, pour retenir J. parmi nous, ou du moins pour manifester notre indignation et notre solidarité ? Le « Que faire ? » devenait tout à coup la préoccupation essentielle de tous. Mais les réponses que nous pouvions donner à cette question restaient dans le conditionnel ; elles commençaient toutes par : « il faudrait que... Si tous les gars ...Si les syndicats... ».

Quant à nous, que pouvions-nous faire, les 150 de l'atelier ? 150 pour s'opposer à une décision gouvernementale, pour s'opposer à un gouvernement soutenu par l'ensemble des députés - y compris les communistes<sup>2</sup> - 150 devant un édifice de lois, devant une constitution, devant une police, une armée et une nation de plus de 40 millions d'habitants qui restait pour nous un point d'interrogation. Y avait-il ailleurs d'autres ouvriers mécontents ? D'autres ouvriers qui, eux aussi, se sentaient isolés, impuissants, mais qui seraient prêts à faire quelque chose ? Oui, ils devaient exister, ces autres, nous en étions persuadés, mais où les trouver ? Comment s'adresser à eux ? Rien que pour aller d'un atelier à un autre, cela suppose des tas de difficultés. Dès que l'agitation a

---

<sup>2</sup> Le groupe parlementaire communiste à l'Assemblée Nationale venait d'accorder au gouvernement Guy Mollet les pouvoirs spéciaux pour poursuivre la guerre en Algérie.

commencé, dès que des groupes se sont formés, la maîtrise est sortie de son repaire vitré ; les « blouses » passent, repassent, nous regardent à la dérobée. Nos discussions les inquiètent, ils « se montrent » pour que nous reprenions le travail. Mais leur passage n'a aucun effet. Le contremaître n'ose pas intervenir ; nous nous observons comme dans une corrida. La tactique de la maîtrise est maintenant arrêtée ; elle n'interviendra pas, de peur d'envenimer les choses, mais elle se manifesterá par sa présence, pour intimider les plus faibles.

A qui s'adresser ? A côté de nous il y a les syndicats ; il y a dans tous les ateliers des syndiqués, des responsables syndicaux, des délégués qui peuvent se déplacer. Ils peuvent, en quelques minutes, s'adresser à tous les ouvriers de l'usine. Dans le même moment, ils peuvent exprimer la même idée non seulement dans trente ou cinquante ateliers, mais dans toutes les usines, dans toute la France. Mais ils ne disent rien, ils se contentent de s'indigner quand nous nous indignons. L'un de nous dit : « Il faut faire quelque chose », le responsable syndical répète comme un écho : « Il faut faire quelque chose ». Et lorsque l'un de nous dit au syndicat : « Et vous, qu'est-ce que vous faites ? » Le syndicat répond : « Nous ferons ce que vous ferez, nous vous suivrons ».

Nous voici donc, nous, quelques ouvriers de cet atelier, avec la possibilité de créer un mouvement. Mais si on nous laisse cette initiative, on nous laisse aussi sans aucun moyen. On nous dit : « Vous êtes majeurs ».

Mon camarade M., qui travaille à côté de J., emploie son dynamisme à agiter les autres ouvriers. Il revient chaque fois plus découragé. Il va voir les responsables syndicaux à leur machine, ses camarades du Parti, puis les autres ouvriers : « Il faut faire quelque chose ; nous n'allons pas laisser partir J. sans rien faire ; nous n'allons pas nous conduire comme des salauds ». - « Oui, d'accord, mais à nous seuls nous ne changerons rien », telle est la réponse, d'autant plus cruelle qu'elle est vraie. A nous seuls, nous ne changerons rien, il faudrait tous s'y mettre. C'est l'argument de la majorité des ouvriers.

La thèse des responsables syndicaux et du Parti est tout autre. Eux prétendent qu'une petite grève serait suffisante pour montrer l'exemple, pour faire bouler de neige ; il nous suffit à nous de faire un mouvement, et petit à petit, comme ça, dans toute l'usine, dans tout le pays, les mouvements iront en s'amplifiant ; c'est comme ça que l'on empêchera le rappel des disponibles. Un autre membre du syndicat nous répond : « D'ailleurs, il n'est pas dit que la grève soit le meilleur moyen de s'opposer au rappel ». M., éclate. Et quel autre moyen y a-t-il ? Les pétitions peut-être ? Nous ne changerons rien si on ne se bagarre pas. M. est traité ironiquement d'esprit « nanar » (anarchiste) par ses anciens camarades.

Nous tournons en rond. Oui, il faudrait tous s'y mettre, mais ni les syndicats,

ni le Parti communiste ne semblent le souhaiter. Alors, nous nous apercevons de notre faiblesse, sans organisation et sans moyens.

Nous discutons encore longtemps. Le travail est pratiquement interrompu autour de la machine de J. depuis le coup de téléphone. Les responsables du syndicat C.G.T. et du Parti Communiste, qui étaient restés à leur machine, discutent de leur côté. Tout à coup, ils s'approchent, et l'un d'eux s'adresse à nous : « Nous sommes d'accord pour un débrayage : une demi-heure de grève par exemple. D'accord ? ».

Ils entreprennent alors d'aller de machine en machine, en présentant la grève d'une demi-heure et la pétition comme le plus sûr moyen d'arrêter la guerre. Certains gonflent cette demi-heure de grève comme si nous avions décidé un acte héroïque. Pourtant, même comme hommage à J., nous le sentons misérable. Et puis, il y a toujours le revers de la médaille : il y a ceux qui refusent de faire grève ; il y a ceux qui se sont laissés intimider par la maîtrise ; il y a ceux qui vont faire semblant de travailler devant les chefs et semblant de faire grève devant les grévistes. Il y a aussi la minorité des syndiqués F.O. qui, à part une ou deux exceptions, sont opposés au principe même de la grève.

Nous nous sommes quand même retrouvés dans l'allée centrale une bonne majorité de grévistes. Nous sommes restés pendant une demi-heure à la fois vainqueurs et vaincus, heureux de nous libérer de notre mécontentement et en même temps comme des misérables qu'une demi-heure de grève ne peut pas satisfaire.

Un bon gros qui vient de dire qu'il faudrait se battre ajoute : « Il faut être révolutionnaire ». Lui qui, pourtant, ne ferait rien qui le distingue de ses camarades d'atelier, serait-il devenu assoiffé de sang ? Je surprends des sourires : « C'est une bonne pâte ». Oui, il se libère avec des mots. D'autres prévoient tous les détails de leur vengeance. Ce sont encore des phrases, des excès d'imagination. Mais pourquoi ces mots, pourquoi ces images sanglantes ? C'est une façon d'épuiser sa haine, la façon la plus facile, la plus gratuite.

Un tract est distribué place Nationale. Un comité s'est créé, le « Comité d'Entente pour le cessez le feu en Algérie », qui organise des meetings contre le colonialisme, sur le thème : « Pour arrêter la guerre, signez des pétitions. »

Ça nous met en colère, dans mon atelier. Je propose qu'on essaie d'intervenir dans un de ces meetings, pour donner notre opinion.

- Qui parlera ?

- Moi, mais venez me soutenir !

On y va. Nous demandons la parole, mais en vain. On nous promet enfin que nous pourrions nous exprimer le lendemain, dans la salle du comité d'entreprise.

Je rédige mon intervention, que je soumetts à mes camarades. Certaines phrases sont modifiées après discussion, puis on se fait passer le papier. Ceux qui sont d'accord avec le texte signent, pour que je puisse parler au nom d'un groupe. Voici le texte :

*Nous devons dénoncer les colonialistes qui sont responsables des massacres en Algérie. Mais se contenter de cela n'est pas suffisant et ne peut avoir aucune répercussion. Nous devons faire plus. Nous devons dénoncer leurs valets, ceux qui les défendent, car si nous ne faisons pas cela, nous entretiendrons la confusion qui règne chez les ouvriers.*

*Les colonialistes sont défendus aujourd'hui par un gouvernement soutenu par une large majorité de députés dont une partie a la confiance de la classe ouvrière. C'est pour cela d'ailleurs qu'il est plus facile à ce Gouvernement, qui bénéficie de la confiance des ouvriers,, de faire la sale besogne des colonialistes.*

*C'est sur le programme de paix en Algérie que se sont présentés les partis de gauche aux élections.*

*C'est sur le programme de paix en Algérie que le Gouvernement s'est présenté à l'Assemblée Nationale...*

*Et c'est sur un programme de GUERRE EN ALGERIE que le Gouvernement fonde sa politique.*

*Le Gouvernement a ainsi profité de la confiance des ouvriers pour les trahir et faire le contraire de ce qu'il promettait. L'arrêt de la guerre ne peut donc pas venir de ces traîtres et de ces menteurs.*

*Sans condamner les petites actions exemplaires, nous pensons que pour l'arrêt de la guerre en Algérie, il faut lancer des actions générales et coordonnées. L'arrêt de la guerre en Algérie ne peut pas être remis entre les mains du Gouvernement. Il faut le forcer. C'est pourquoi nous condamnons ce système d'action qui consiste à envoyer des pétitions à ces même traîtres, à continuer de leur faire confiance, à larmoyer parce qu'ils nous enlèvent des jeunes pour les faire massacrer. Ce n'est pas par des pétitions larmoyantes, mais par des actions énergiques que nous dirons au Gouvernement :*

*Non, vous n'avez pas la confiance des ouvriers !*

*Non, nous ne vous croyons plus :*

*Vous nous avez trahis... eh bien ! nous lutterons contre vous car vous êtes les suppôts des colonialistes et les fossoyeurs de la jeunesse !*

*Nous devons nous adresser à tous les ouvriers de toute la France pour un appel et leur proposer un débrayage général contre la guerre, contre le rappel des disponibles. Des débrayages de lutte et non pas des pétitions de confiance.*

Ch. n'aime pas les histoires. Il dit : « Tu vas mettre le bordel avec ton intervention. » De fait, ça commence déjà. Les « durs » du syndicat et du Parti semblent furieux, mais les militants qui ne sont pas - ou qui ne sont plus - des durs signent et font signer.

Un jeune ouvrier, que nous n'avons jamais vu, semble se disputer avec un autre. Je m'approche : c'est un communiste acharné. J'interviens ; cinq minutes après, il m'insulte et me traite de flic. Je ne peux pas garder mon sang-froid, je m'emporte, j'imagine la joie que j'aurais à lui casser la gueule. Je le traite d'imbécile et d'irresponsable, mais ce n'est pas assez fort comme injure, et je suis furieux de m'en rendre compte. Les autres nous ont abandonnés : nous parlons trop fort, et souvent en même temps. Le jeune s'en va. Les discussions reprennent de plus belle ailleurs.

Un cégétiste présente la motion au délégué du comité d'entreprise. Ce dernier explique qu'il est d'accord avec la déclaration, mais qu'il respecte la discipline du Parti. Un ancien délégué refuse de discuter. Un jeune cégétiste est contre l'idée de grève générale ; il dira aussi que Messalli Hadj est un suppôt de l'Amérique. C'est l'intellectuel du groupe ; il explique calmement que notre critique de vote des pouvoirs spéciaux est basée sur des conceptions réformistes et, bien sûr, anti-léninistes.

Un autre communiste, après avoir lu la déclaration, nous dit que ce que nous faisons doit être déjà fait. - « Par qui ? » - « Par le Parti, évidemment ». Alors, tranquilisé par cette idée, il signe, bien que je me sois évertué à l'avertir que la politique du Parti n'était pas orientée exactement dans ce sens.

Il y a également un ouvrier espagnol, sympathisant communiste, qui signera. Il pense que nous avons raison, mais il est honteux de l'avouer : depuis plusieurs années, nous nous engueulons sur les problèmes politiques, et il en fait aujourd'hui une question personnelle. Depuis le vote des pouvoirs spéciaux, il mène la bagarre contre la C.G.T. et les communistes. Quand nous sommes présents, il évite de s'engueuler avec ses camarades, mais dès que nous partons, il reprend la discussion en essayant de ne pas se servir de nos arguments.

Certains se déclarent d'accord avec la motion, et pourtant, ce ne sont pas des chauds partisans de l'action, au contraire. Ils sont de ceux que l'on appelle les « Morts ». Mais ils signent, et quelques-uns sont enthousiastes. Pourquoi ? Est-ce une façon de manifester leur anti-communisme ? Même en se mouillant, même en soutenant une grève ? De toute façon, même si c'est là l'explication, leur adhésion est positive, car elle se situe sur le plan de l'action ; et tout à coup se trouvent renversées les barrières classiques qui séparaient d'un côté les communistes, qui sont pour la grève, et les non-communistes, qui sont des jaunes. Ce sont du reste les éléments anti-communistes qui, en 1953, lorsque les cheminots et les postiers étaient en grève, furent les plus chauds partisans de la



grève chez Renault. Ils voyaient tout à coup s'ouvrir devant eux des perspectives grandioses. Ce sont eux surtout qui, après l'échec, déclarèrent : « Maintenant, c'est fini, je ne fais plus grève. » Leur anti-communisme est surtout basé sur leur opposition à la bureaucratie politique et syndicale.

Le soir, je vais présenter la motion à d'autres. Un cégétiste signe, puis deux communistes me tombent sur le paletot. L'un d'eux, militant convaincu, mais qui refuse de se mouiller dans la plupart des grèves, et qui est un chaud partisan des heures supplémentaires, me reproche d'être un jaune. Une telle provocation de sa part envenime sérieusement la discussion ; il invente sur mon compte des saletés... Les deux chefs d'équipe viennent nous séparer.

Le lendemain, samedi, nous sommes donc allés nous asseoir, trois camarades et moi, sur les bancs du comité d'entreprise, délégués pour présenter notre motion sur la guerre d'Algérie.

Ceux qui nous connaissent nous tournent le dos, ceux qui nous saluent dans l'usine nous évitent. On s'éloigne de nous comme de pestiférés. Sur les bancs, de petits groupes s'ennuient, et nous-mêmes avons peine à réprimer quelques bâillements. Tout à coup, par la porte, surgit notre délégué, qui s'agite toujours et qui cherche les gens, parce qu'il est myope. Il tourne autour de la salle, et nous fuit dès qu'il nous voit, puis, d'un air affairé, comme un éclaireur qui vient apporter une nouvelle importante, il s'adresse à une organisatrice de la réunion ; il lui parle avec des gestes autoritaires et décidés. La femme se tourne vers nous. C'est bien de nous qu'ils parlent.

Le Comité d'Entente est ce que nous avons prédit, un comité fantoche : un groupe de communistes, augmenté d'un socialiste nord-africain et d'un chrétien. Nous reconnaissons Linet, le secrétaire du syndicat C.G.T. Renault.

Les orateurs se disposent dans la tribune. Le socialiste nord-africain prend place au centre, se lève ; les flashes fusent. Une, deux, trois, quatre photos. Il n'a pas encore parlé ; il s'est tourné vers l'objectif, puis a regardé son papier. Nous apprenons enfin qu'il préside, et qu'il donne la parole au chrétien qui, lui, mènera en fait les débats. La politique d'unité se concrétise sur eux deux. Ils seront choyés pendant toute la réunion, où presque tous les autres orateurs approuveront leurs déclarations.

Le chrétien est bon orateur. Il parle contre le colonialisme. C'est un employé, certainement, qui aime étaler son érudition. Il se lance dans l'histoire, parle du coup d'éventail, anecdote qui sera reprise par cinq ou six orateurs. Il s'appuie sur l'histoire et les savants pour étayer son argumentation, qui semble se résumer à ceci : seule une poignée de còlons et de capitalistes est pour le colonialisme. Les hommes intelligents, les savants le condamnent. Il cite une dizaine de noms d'historiens, parle de sa bibliothèque en passant, puis de l'Indonésie, de l'Inde, du Pakistan, de la Syrie. Il veut décidément montrer tout ce qu'il sait.

Puis il énumère les journaux colonialistes : « *France-Soir* », « *Le Parisien* », « *L'Aurore* », « *Le Figaro* » et « *Combat* » (depuis qu'il a tourné casaque). Il propose deux choses : signature de pétitions à porter à l'Assemblée Nationale et grande campagne d'éducation des ouvriers sur la colonisation.

Il est bien applaudi. On sollicite les questions. Je me lève et me nomme.

Je lis ma déclaration lentement, en appuyant sur les mots de *traîtres* et de *menteurs*. Je m'arrête un instant. Aucun murmure. Tout le monde est sans réaction. Celui qui m'a traité de salaud, de flic et de provocateur, m'écoute, le visage fermé. Je me sens tout à coup des talents d'orateur, ou plutôt un désir de vider mon sac, mais je ne peux, hélas, m'écarter du texte. Je termine dans le même silence. Je serai le seul à ne pas être applaudi ; c'est déjà ça.

Après moi, d'autres orateurs prennent la parole, pour répéter l'idée du chrétien, et pour me critiquer. Un représentant de l'U.J.R.F<sup>3</sup>, un communiste, un autre communiste, ami du Nord-Africain, une représentante des jeunes filles de France, un nouveau représentant de l'U.J.R.F., Roger Linet, le chrétien de nouveau...

Il n'y a plus d'orateurs. Le chrétien conclut en proposant des pétitions et des meetings explicatifs. La réunion se termine une heure plus tôt que prévu.

Aucun d'eux, à part le chrétien, n'a exprimé ses idées avec la moindre conviction. Chacun n'a fait que réciter. Pas un rire, pas un murmure, pas une manifestation d'éloquence. Des discours sans enthousiasme, des discours de professionnels. Quelle différence avec notre atelier, où tout est dit avec tellement de passion : combien de pièces j'ai raté dans les discussions ! Hier encore, E. a fait éclater sa meule parce que, dans le feu de la discussion, il avait oublié sa machine... Nous sommes obligés de gueuler pour couvrir le bruit des machines, mais les discussions restent humaines, mêlées de rires et d'injures. Dans cet arsenal mécanique, il y a des hommes qui vivent. Et puis, il y a eu cette grève d'une demi-heure qu'on a offerte à J., où 100 à 200 ouvriers ont consenti à arrêter le travail pour saluer son départ. J. qui n'est pourtant pas un partisan des grèves, a eu du mal à cacher son émotion. De toute cette passion nous n'avons trouvé aucun écho dans cette réunion.

De vieux ouvriers communistes étaient venus, quelques-uns avec leurs femmes et leurs enfants, pour passer le samedi après-midi. Ils ne manifestèrent aucune passion dans les débats, et se contentèrent d'applaudir. Il y avait aussi des jeunes, mais qui sont plus dévoués à la discipline qu'à la cause. Leur intervention fut le plus souvent limitée à la lecture de motions. Entre eux et les vieux militants pas de différence. La discipline du Parti a tout aplani. Elle leur a enlevé leur âge, leur physionomie. Ce n'est plus un tel ou un tel, c'est un type du

---

<sup>3</sup> Organisation de jeunesse communiste.

Parti. Le chrétien, lui, à qui l'on a fourni tout à coup la possibilité de s'exprimer, ne voit pas à qui il parle. Les communistes lui ont donné un auditoire et il leur en est certainement infiniment reconnaissant ; mais c'est un auditoire de figurants.

Quant au socialiste, c'est, d'après son aspect, un Nord-Africain installé en France depuis très longtemps. Il ne parle que très peu. Il se contente de présider. Derrière ses lunettes, il a l'air tourmenté et, à en juger par son aspect, c'est un homme qui ne doit jamais rire. Les seuls moments où il semble s'éclaircir, c'est quand on le photographie. C'est un ouvrier d'une tenue soignée ; ses lunettes, sa façon de s'exprimer, malgré ses hésitations, le font plutôt ressembler à un intellectuel. Comme le chrétien, il semble avoir horreur de la controverse. J'ai essayé de causer avec eux, mais ils m'ont regardé avec un air ennuyé. Le socialiste a laissé un communiste répondre à sa place ; le chrétien était pressé.

Serais-je médisant en concluant qu'une place de président pour l'un et un micro pour l'autre sont les deux facteurs qui déterminent leur comportement ? Je l'affirme sans crainte, pourtant. Evidemment il y a un facteur politique et celui-là, il est clair : les traditions politiques qu'ont pu assimiler le socialiste et le chrétien dans leur organisation coïncident avec la politique présente des communistes. Aujourd'hui, il ne s'agit plus de lutter contre le gouvernement, mais de le soutenir et de le conseiller ; ces militants veulent être les éducateurs des masses, ils veulent *expliquer*, sans plus, et ne pas se lancer dans des actions inconsidérées. Si les communistes ont l'impression d'avoir noyauté deux éléments étrangers, ces deux éléments peuvent faire le raisonnement inverse.

Le dimanche, nous rédigeons le compte rendu de la réunion que nous faisons circuler dans l'atelier... En voici le texte :

*Un représentant de la C.F.T.C. nous a répondu que parler de grève générale était une énormité.*

*Pourquoi ?*

*Parce que d'après lui, les ouvriers ne sont pas capables de faire de tels mouvements en ce moment.*

*Que faut-il faire ?*

*Il répond : des pétitions à l'Assemblée et des meetings pour expliquer ce qu'est le colonialisme.*

*Dans notre intervention, nous avons expliqué que l'immense majorité des ouvriers était contre la guerre» contre le rappel des disponibles, et c'est sur cela que pourrait se créer un mouvement d'ensemble.*

*Mais au lieu d'envisager cette perspective, les orateurs se sont contentés de parler longuement contre le colonialisme. Or, s'il est vrai que certains ouvriers n'ont pas encore compris ce qu'est le colonialisme, par contre ils sont*

*tous violemment hostiles à la mobilisation et à la poursuite de la guerre en Algérie.*

*Pour nous, la question était de transformer cette hostilité générale en une action efficace.*

*Pour les orateurs de ce Comité, il s'agissait de faire des meetings, non pas pour coordonner la lutte, pour appeler à des manifestations de masse, mais pour critiquer les colons.*

*Dans notre proposition, nous avons été plus loin. Nous disions qu'il fallait condamner les suppôts du colonialisme, donc en premier lieu le Gouvernement et ceux qui le soutenaient. A cela, les orateurs du Comité n'ont pas répondu. Deux d'entre eux (un communiste et un chrétien) ont expliqué, au contraire, qu'il ne fallait pas GUY MOLLET afin qu'il puisse réaliser sa politique de gauche. Il va de soi que les pétitions ne peuvent pas gêner le Gouvernement dans sa politique. Mais ce n'est pas ce que nous voulions, nous. Nous voulions, au contraire, le gêner, c'est-à-dire l'empêcher de réaliser ses plans de mobilisation.*

*Ces orateurs n'étaient donc d'accord avec nous ni sur l'explication qu'il faut donner, ni sur les méthodes d'action. Il n'a pas été dit un mot contre la politique des partis qui soutiennent Guy Mollet, pas un mot contre les méthodes policières du Gouvernement. Un orateur a même eu le culot de parler des bagarres de Wagram en cachant soigneusement le rôle qu'avait joué la police du Gouvernement dans ces bagarres. On cachait des faits, on cachait la réalité !*

*Nous, nous étions là, au contraire, pour dire la vérité.*

*Pourquoi les orateurs de ce Comité cachaient-ils ces faits ?*

*Si on nous a reproché que la forme d'action que nous proposons était une énormité, quelques orateurs, par contre, ont parlé de leur action.*

*Un jeune ouvrier de l'artillerie a ainsi énuméré ce que l'U.J.F.R. a fait dans son coin :*

*1) Une délégation à l'Assemblée Nationale en septembre 1955 qui a recueilli 400 signatures.*

*2) Une délégation à l'Assemblée Nationale en janvier 1956 qui a recueilli 400 signatures.*

*3) Une réunion entre des ouvriers et un député communiste.*

*4) Un essai d'entrevue avec le ministre socialiste Gazier qui a refusé de recevoir les pétitionnaires.*

*5) Une grève d'une demi-heure à l'Artillerie qui, d'après cet ouvrier, serait le résultat des pétitions et des délégations qui avaient précédé.*

*Un autre orateur explique que « c'est réconfortant de voir toutes les délégations qui vont faire la queue à l'Assemblée. ».*

*On nous a donc dit que les pétitions et les petits débrayages d'un quart*

*d'heure et d'une demi-heure sont des bonnes formes d'action et que les formes que nous proposons - grève générale, manifestations de masse - sont mauvaises, parce qu'elles sont irréalisables.*

*Mais, si elles étaient réalisables, elles seraient aussi mauvaises pour ces orateurs puisqu'elles gêneraient le Gouvernement ! Qu'a rapporté l'action faite par l'U.J.R.F. de l'Artillerie depuis plus de six mois ?*

*Nous sommes en droit de répondre : RIEN.*

*Si l'U.J.R.F. de l'Artillerie continue encore pendant six mois ou pendant six ans, qu'est-ce que cela changera ?*

*Nous répondons encore : RIEN.*

*Mais veut-on réellement que cela change si par ailleurs on dit qu'il ne faut pas gêner le Gouvernement ?*

*Roger Linet a aussi parlé. Il a retracé tout le travail fait par la C.G.T. contre la guerre d'Algérie. La C.G.T. a expliqué - dit-il - mais il faut expliquer encore davantage. D'après cet orateur, ce qui décourage les ouvriers, ce serait des grandes actions qui, d'après lui, échoueraient ; par contre, les petites grèves d'un quart d'heure, d'une demi-heure et les pétitions sont considérées par lui comme des actions qui encouragent les ouvriers à faire plus.*

*Qu'en pensent les ouvriers de l'Annexe A.O.C. ? Quant à nous, nous pensons exactement le contraire de ce que pense Roger Linet.*

**QUE FAIRE MAINTENANT ?**

*Nous ne pouvons pas compter sur ceux qui, après avoir voté les pleins pouvoirs au gouvernement, font semblant de ne pas croire à la force de la classe ouvrier pour arrêter cette guerre.*

*Or cette force est immense, et si elle se manifestait, le Gouvernement serait forcé de reculer.*

*Mais le mécontentement ne se limite plus aujourd'hui aux mobilisables et aux ouvriers en général. Au sein de la bourgeoisie elle-même, du Conseil des Ministres, le désarroi est grand, les divergences profondes en ce qui concerne les possibilités de succès en Algérie.*

*Il suffirait maintenant d'une ferme poussée des ouvriers pour faire éclater le front bourgeois. Pour cela, il ne faut pas attendre les ordres de ceux qui veulent nous endormir aujourd'hui avec des pétitions et autres baratins.*

*Nous ne sommes aujourd'hui qu'un petit groupe d'ouvriers de cet atelier à dire cela tout haut. Mais nous sommes convaincus que bien d'autres camarades le pensent aussi.*

*Partout où nous le pourrons, non seulement nous protesterons contre le rappel des disponibles, mais dénoncerons les organisations qui s'en font les complices, partout nous expliquerons que seule la grève générale, l'action de masse, est la voie efficace.*

Entre temps, les communistes ont fait leur travail. Ils font circuler le bruit que nous aurions fait du scandale lors de cette réunion. Nous nous serions conduits comme des perturbateurs, provoquant des bruits de pieds et de chaises pendant que les orateurs parlaient ; nous aurions refusé la discussion, etc., etc... Ils ajoutent : « La force des ouvriers ? Allons donc ! Les ouvriers sont incapables de faire un mouvement général ». - « Oui, surtout si vous êtes contre », répond D.

Que laissent ces manœuvres derrière elles ?

Beaucoup de découragement et de dépit. « Mais, si tout le monde est contre nous, qui donc est avec nous ? » Personne, dis-je, et je me fais engueuler : la chose est trop monstrueuse pour être acceptée.

Une discussion s'est engagée entre D. et L.

D. - Tu critiques le syndicat, mais n'empêche que tu paies ton timbre.

L. - Oui. C'est la Politique qui tue le syndicat. Mais je ne lui cache pas ce que je pense. Je ne suis pas un dingue comme certains.

D. - La belle blague ! Tu les critiques, n'empêche que tu paies ton timbre, et c'est tout ce qu'ils demandent.

L. - Toi, tu achètes bien la *V.O.*

D. - C'est pour la lire, mais je n'approuve pas.

L. - Eh bien, moi, c'est pareil, je paie mon timbre et je n'approuve pas.

Agacé, L. conclut :

- Et puis tu m'emmerdes, après tout : c'est mon carburant que j'allonge, pas le tien.

Nous éclatons de rire. L. pourrait aussi bien dire : « Je paie pour tranquilliser ma conscience. Je suis ouvrier et je dois être dans un organisme qui défend les ouvriers... ». Même s'il ne les défend pas toujours, même si parfois il les enterre... D. croit que si L. paie, c'est simplement parce que, lorsque les autres viennent lui présenter son timbre, il n'a pas le courage de le leur refuser...

J'attends le retour de la vague.

Il ne tarde pas. Les discussions ont changé, aujourd'hui. On ne parle presque plus des disponibles. Nous avons renoué avec nos camarades de travail : nous ne pouvons pas vivre en nous engueulant continuellement. Le travail est là, comme un troisième ennemi, commun à tous. Nous avons besoin de nous détendre, de chercher un peu d'humanité en dehors de la machine.

M. a tous ses amis communistes, il a vécu dans ce milieu, il est à l'U.J.R.F. Ses amitiés valent-elles d'être sacrifiées à une idée qui est plutôt une réaction qu'une élaboration ? M. a des doutes. Il doute que tous ses amis se trompent. Il doute, mais chaque fois qu'il se trouve en face du problème, il réagit de la même façon : il est contre ses anciens amis. Aussi préfère-t-il éviter de se trou-

ver en face du problème.

I., ancien militant U.J.R.F., nous raconte que maintenant, il ne peut plus discuter avec son père : « Si je critique le Parti, ça tourne mal. Il me foutrait presque sur la gueule ». Il ajoute : « Mais tous les partis se valent ». Mi-ironique, mi-sérieux, il parodie un chef imaginaire : « Tous à pendre, pas de quartier ».

B. est fatigué, il pense que nous avons raison. C, aussi le pense, mais quelle énergie faut-il pour lutter contre tous ! Et pourtant, tout le monde se dit avec nous. Parle à un tel, puis à l'autre, et lui qui pourtant n'est pas bien malin, même lui, même l'autre, te diront : « Je suis avec toi, tu as raison. C'est cela que nous devrions faire ». Mais pourquoi ce conditionnel ?

C'est que le monde officiel qui est contre nous n'a pas perdu tout son prestige. Il a l'apparence de la force et de la raison. Non, ce n'est pas par lâcheté que M., B. ou C. ne voudront pas sacrifier leur amitié, qu'ils refuseront de donner leur temps, leur force. Ce n'est pas par manque de caractère, c'est par manque de conviction. C'est parce qu'ils doutent d'avoir raison, et qu'il leur est difficile de croire que la raison officielle a tort. Les veaux d'or ne se détruisent pas en une nuit.

Des ouvriers de plusieurs ateliers se sont réunis. Ils sont décidés à faire quelque chose contre le rappel des disponibles. Et, pour se donner un nom, ils se sont nommés : « Comité des jeunes ».

Dans un tract ronéotypé, ce comité explique que les ouvriers qui en ont pris l'initiative en ont assez d'attendre. Ils veulent de l'action, et pour cela, ils invitent leurs camarades à se réunir le lendemain, Place Nationale, pour décider ensemble ce qu'il y a lieu de faire. S'adressant aux ouvriers, le tract ne peut s'empêcher de terminer en demandant aux organisations « ouvrières » de prendre leurs responsabilités.

Letton est touchant de bonne foi, d'humanité et de naïveté. Ce comité s'excuse même de comprendre des trotskystes. Il veut l'union de tous les ouvriers, et surtout de toutes les organisations syndicales et politiques. Ces jeunes consacreront la plus grande partie du meeting du lendemain à expliquer et à prouver leur bonne foi, tandis que quelques communistes excités les injurieraient. La situation se trouvait ainsi paradoxalement renversée. C'étaient ceux qui essayaient de faire une action, ceux qui avaient réussi, et avec quel mal, quels sacrifices, à faire un débrayage aux culasses, ceux qui avaient passé la nuit à tirer un tract et à le distribuer, à organiser sans micro, sans estrade, un pauvre meeting, eux, les Lilliputiens, qui s'excusaient devant les géantes organisations syndicales d'avoir fait ce qu'ils avaient fait, en spécifiant bien qu'ils voudraient voir ces géants prendre la tête de ces actions.

A 12 heures 30, les ouvriers commencent à affluer Place Nationale. Les organisateurs du meeting sont une poignée, la plupart de moins de 30 ans, et visiblement angoissés par ce qui va se passer. Chacun craint que l'hostilité des communistes ne se traduise par des coups de poings, comme la dernière fois. Deux maigres pancartes sont déployées. Sur l'une est inscrit : « Paix en Algérie ». Sur l'autre : « Tous comme à Grenoble ». Mais les ouvriers sur la place restent muets, étonnés de voir un si petit cortège. Ici, l'habitude veut que chaque manifestation ait une ampleur beaucoup plus vaste. Les meetings, lorsqu'ils sont organisés par les syndicats, sont orchestrés avec faste et soutenus par un chœur autrement plus imposant, parce que plus discipliné. Personne ne fait écho à ces slogans, et l'ardeur avec laquelle ils sont clamés tranche sur la réserve du reste des ouvriers.

Cette minorité de manifestants tranche également sur un autre point avec les manifestations du syndicat : ils sont jeunes, paraissent tout à fait inexpérimentés et manquent totalement d'assurance. Leurs visages, à part trois ou quatre trotskystes, sont inconnus. Les piliers des manifestations communistes sont là, eux aussi, mais ils boudent ostensiblement cette réunion.

Les orateurs sont peu applaudis, malgré leurs camarades qui essaient de provoquer par des slogans l'enthousiasme de la foule. Les ouvriers des organisations syndicales et politiques sont invités à prendre la parole à plusieurs reprises. Seul, Blanc, le responsable de F.O., prend la parole et, avec beaucoup d'éloquence, démontre que son syndicat fait quelque chose contre le rappel des disponibles puisque, au cours de son congrès, il a adopté une résolution. Les communistes l'écoutent religieusement et l'applaudissent.

On offre encore la parole, et un ouvrier d'une cinquantaine d'année, bien planté sur ses jambes, monte sur le camion qui sert d'estrade. Il dit qu'il a fait la guerre de 14, et que son fils est en Algérie. Puis il approuve l'initiative du Comité des jeunes.

Un communiste essaie de l'interrompre. L'orateur se tourne vers lui et l'invite à se taire ou à monter sur l'estrade. Il obtient ainsi le silence et peut continuer. Il dit : « Ce n'est pas parce qu'on a une carte syndicale ou politique dans sa poche qu'on fait quelque chose. » A un passage de son intervention, un jeune applaudit bruyamment. Il s'arrête, se tourne vers l'auditeur enthousiaste : « Ce n'est pas des applaudissements que je vous demande ». Il toise tout l'auditoire, les deux bras en avant. « Ce qu'il faut, c'est empêcher de partir les jeunes, les empêcher d'aller se faire tuer ».

« Un Comité de paix a été créé dans l'usine », dit un communiste, « qu'est-ce que vous venez nous emmerder, avec votre Comité de jeunes ? »

Un orateur qui semble présider s'excuse alors de ne pas avoir eu connaissance de l'existence de ce Comité de la Paix. Et la réunion se termine par une



résolution du Comité de jeunes qui décide de prendre contact avec lui.

Il reste deux minutes avant que le deuxième coup de klaxon annonce la reprise du travail. Chacun regagne son atelier.

C., que je rencontre, n'a pas d'illusions. Il dit : « Ce Comité de paix fera comme les autres : rien », puis il se met à rire. Il n'est même plus indigné. Il en rit, tellement la chose lui paraît grotesque.

Ce Comité de jeunes était parti de presque rien ; des mécontents d'un atelier s'étaient intitulés Comité pour se donner un nom. Mais au fond personne ne se considérait, au début, comme faisant partie d'un organisme qui n'avait pas de programme défini, à part l'opposition à l'appel des disponibles. Pas de bureau élu : ce n'était qu'une réunion d'ouvriers. Mais peu à peu, ce Comité prend vie.

Après le meeting, les jeunes s'aperçoivent que les autres les considèrent réellement comme un comité. Des ouvriers d'autres ateliers viennent témoigner de leur confiance ou leur approbation. Cette nouvelle situation les enhardit. Eux qui prétendaient que sans les organisations traditionnelles il était impossible de faire quoi que ce soit, commencent à en douter. Eux qui croyaient n'obtenir que méfiance sont étonnés des preuves de sympathie qu'on leur témoigne. Eux qui n'étaient que de simples ouvriers, seraient-ils quelque chose ?

C'est alors que le Comité de la Paix les convoque.

Nous nous réunissons un soir, avant l'entrevue. Les ouvriers qui vont parler avec les représentants des forces officielles sont inquiets. Ils ne se sentent pas à la hauteur pour discuter avec des professionnels.

- Ils vont essayer de nous rouler, méfiez-vous.

- Oui, on le sait bien, mais on a des positions fermes.

Les voilà qui entrent le lendemain dans la salle. Ils tranchent, même par leur allure, sur ces ouvriers et ces membres du comité d'entreprise dont la plupart ne se séparent jamais de leur serviette de cuir.

Pendant plus de deux heures, les orateurs du Comité de la Paix répètent pour la n<sup>ième</sup> fois les discours qu'ils prononcent à chaque occasion. Ils parleront de Bugeaud, de Blachette et du fameux coup d'éventail. Chacun ira de son laïus, pour conclure quoi ? Conclure qu'il faut faire quelque chose contre la guerre d'Algérie.

Un incident se produit pourtant. Le président, s'adressant au Comité de jeunes, déclare que le Comité de la Paix veut bien discuter avec eux, mais pas avec les trotskystes.

Les jeunes, tout en s'excusant d'avoir des trotskystes parmi eux, disent que si on refuse les trotskystes, ils partiront aussi. Un F.O. et un chrétien disent la même chose. Les trotskystes sont acceptés.

Un jeune se lève et exprime son indignation : « Vous me dégoûtez tous », dit-il en s'adressant aux membres du Comité de la paix. « Vous parlez de faire quelque chose. Avec des gens comme vous ! Vous n'êtes que des baratineurs, il n'y a rien à foutre avec vous ! ». Il se lève, suivi de deux autres ouvriers, et prend la porte. En sortant, ils ont encore le temps d'insulter Linet : « Et toi, avec ta grosse bedaine, c'est pas toi qui iras te faire casser la figure ! Tu t'en fous, salaud ! »

Les jeunes proposent ensuite de débrayer mardi et de faire une manifestation. Le Comité de la paix repousse la proposition.

La séance se termine. Les jeunes sont accablés.

Le lundi matin, un tract du Comité de la Paix demande aux ouvriers de faire une action pour le mardi : « Organisez vous-mêmes des débrayages ». « Assistez à un meeting, à 12 h. 30, Place Nationale ». « Portez une pétition à la mairie de Boulogne, tous, le soir, à la sortie du travail ».

Les membres du Comité de jeunes reprennent un peu confiance. N'est-ce pas leur proposition que le Comité de la Paix est en train de faire sienne ?

Mais, le lendemain, dans mon atelier, les responsables communistes et cégétistes ne bougent pas de leur machine. Ils font comme s'ils ignoraient la manifestation. Le mardi matin, deux tracts sont distribués à la porte, émanant du Comité de la Paix et mettant en garde, dans une mise au point, les ouvriers contre les trotskystes :

*Le Syndicat C.G.T. informe les travailleurs de l'usine que la participation à ses côtés d'éléments trotskystes introduits au sein du Comité d'Entente pour le cessez-le-feu en Algérie, sur l'insistance de militants F.O. et C.F.T.C. ne change absolument rien au jugement que le Syndicat C.G.T. a déjà porté sur eux en de nombreuses circonstances.*

*Le Syndicat C.G.T. est conscient de la grande responsabilité qu'il assume devant les travailleurs de l'usine ; c'est pourquoi, en cette occasion, il renouvelle les mises en garde, résultats de l'expérience des nombreuses luttes passées, contre ces éléments trost-kystes qui, en lançant les mots d'ordre aventuriers, contribuent toujours à l'affaiblissement de la lutte et à la division des travailleurs.*

Le Comité des jeunes lance un tract invitant les ouvriers à suivre la manifestation de 12 h. 30.

Le meeting est dépourvu d'intérêt. Les orateurs sont : un F.O., un communiste, un socialiste. A part le F.O., les autres orateurs sont connus. Ce sont les

mêmes. A part le F.O., tous ont leur discours écrit. Ils lisent, et parfois se trompent dans leur lecture.

A deux minutes de la reprise, une résolution est lue, et on demande à la cantonade : « Que les ouvriers qui votent pour, lèvent la main ».

Quelques mains se lèvent.

« Ceux qui sont contre ? »

Pas une main.

« Les abstentions ? »

Personne. On ne pense plus qu'à rejoindre rapidement sa machine.

« La résolution est adoptée à l'unanimité.

Nous la porterons ce soir ensemble à la mairie de Boulogne ».

Le soir nous nous réunissons Place Nationale.

La grande majorité des ouvriers passe à côté des banderoles, et rentre chez soi. Ils sont pressés. Ils jettent un coup d'oeil timide sur le groupe que nous sommes, et s'en vont en baissant la tête.

Deux inspecteurs de police en civil viennent prévenir les porteurs de banderoles que le maire les attend, et recommandent aux organisateurs de faire en sorte que la manifestation se déroule dans le plus grand calme

Les organisateurs promettent, et les deux inspecteurs se joignent au cortège. Un camarade peut entendre l'un d'eux dire à son collègue : « J'en ai repéré deux ».

Nous sommes 1.200 au départ. Mais, dépassé la bouche du métro Billancourt, l'affluence baisse. Elle baisse encore à Marcel-Semhat.

J'aperçois un ancien prolétaire qui est reporter à l'Agence France-Presse. Il regarde la manifestation. Pour lui aussi, nous sommes des « choses ». Nous allons sans doute lui donner l'occasion de faire quelques lignes. Il se mêle à nous. C'est peut-être pour lui un rajeunissement. J'ai peur qu'il ne dise que ça lui rappelle sa jeunesse. Non, c'est devenu un journaliste consciencieux ; il nous étudie sérieusement.

Nous crions : « Pas de soldats pour l'Algérie ». Les communistes lancent : « Négociez » et « Paix en Algérie ».

La porte de la mairie est gardée par des agents. A quelques centaines de mètres, dans les rues avoisinantes, stationnent les cars de C.R.S.

Linot, qui conduit le cortège, demande le silence aux manifestants. Nous sommes alors un peu plus de 500 et le dialogue entre représentants de la manifestation et représentants de la mairie commence :

On nous répond d'abord que le maire est absent.

- Son adjoint, alors.

Le premier adjoint fait savoir qu'il recevra une délégation de trente à qua-

rante personnes seulement.

Linet demande que le premier adjoint se dérange et qu'il descende lui-même.  
Discussions.

Enfin l'adjoint descend ; il lui est demandé de faire parvenir la pétition à l'Assemblée et d'en donner lecture à une réunion du Conseil Municipal.

Réticences de la part de l'adjoint, qui finit par accepter.

Le socialiste nord-africain prend la parole. Au meeting de midi, il nous a parlé du XVI<sup>e</sup> siècle et des livraisons de blé de l'Algérie à la France, au XIX<sup>e</sup> siècle. Il parle maintenant de Robespierre.

- Qu'est-ce qu'il dit ?

- Il dit à l'adjoint que s'il refuse de transmettre la pétition il sera indigne du pays de Robespierre.

Rires.

- C'est un historien.

Un vieil ouvrier se tourne vers nous :

- Il a raison.

Croit-il que l'on se moque de lui parce qu'il est nord-africain ? On se moque de lui parce qu'il s'empêtre dans de grands discours, et que pour nous la réalité est toute simple.

Linet fait un bref discours et demande pour finir aux ouvriers de se disperser. Nous sommes encore un peu plus de trois cents.

## L'AFFAIRE HONGROISE

---

*Jeudi.* - A la sortie de 14 h. 30, *France-Soir* étale ses colonnes : « Révolte à Budapest. Le gouvernement fait appel à l'Armée Russe »,

- Ça a l'air de barder, là-bas.

- Ce sont des bobards.

L'homme continue à lire les gros titres.

- Ce n'est pas vrai ; ils ne savent pas quoi mettre dans leur canard.

Il pousse son copain pour le faire avancer, mais ce dernier semble pensif.

Quelques mètres plus loin, d'autres ouvriers.

- Les Hongrois, ce n'est pas comme les Polonais, ils ont été longtemps fascistes. Ils n'ont pas résisté aux Allemands.

*Vendredi.*

- Tu as vu les événements en Hongrie ?

- Non.

- Tiens, lis.

L'ouvrier rend le journal que l'autre lui a prêté. Il semble incrédule, sans opinion.

Les communistes de l'atelier ne bougent pas de leur machine ; ils ne parlent pas des événements.

*Samedi.* - On se passe les journaux dans l'atelier. On discute avec autant d'ardeur que pendant le Tour de France.

- Tu as vu, les Hongrois, ils ne se laissent pas faire.

- Ils ont raison. Les Russes leur prennent tout. Ils en ont marre. S'ils étaient heureux, ils ne se révolteraient pas.

Puis il répète pour lui-même : « S'ils étaient heureux, ils ne se révolteraient pas ! »

Cela semble à tous l'évidence même.

- Ça ira loin, cette histoire-là.

- Tu vois, les Russes, ils ont fait une gaffe de ne rien leur donner à bouffer.

*L'Huma* est sur la table. Ceux qui parlent ainsi ont certainement lu l'article de Marcel Servin. Personne ne critique *L'Huma*.

- On aura beau nous dire ce que l'on voudra ; c'est bel et bien le peuple qui se révolte parce qu'il est misérable.

*Lundi.*

- Tu as vu, les Russes, comment ils les soignent, les Hongrois ? A la sulfateuse !

Est-ce de l'humour noir ? Non : du dépit, de la rage peut-être.

- Tu as lu *L'Huma*, ce qu'elle en dit ?

- Oh, mais eux ce sont des cons. Il n'y a qu'un journal qui dit la vérité. Le mien.

- Lequel ?

- *Libération*.

- Qu'est-ce qu'il dit ?

- Il ne fait pas de commentaires, il ne se mouille pas, mais ça suffit, tu comprends ce qui se passe.

Puis, peu à peu toute la politique du P.C. et de la C.G.T. est mise en question : les pouvoirs spéciaux, l'unité avec les socialistes, le comité d'entreprise...

*Au jour le jour, un peu partout :*

- C'est dégueulasse, ce qu'ils font en Hongrie.

- Moi, je ne crois plus en rien.

Un militant communiste s'engueule avec un socialiste au sujet de la Hongrie.

E. se mêle subitement à la conversation.

- Tes Soviets, ce sont des salauds, et toi aussi.

E. est un ouvrier tout ce qu'il y a de plus apolitique ; il ne prend presque jamais part aux discussions politiques. Dans les querelles personnelles, il n'intervient qu'à coup sûr.

F., visiblement satisfait, se plaît à narguer les autres :

- Alors, tu as vu le cardinal Mindszenty qui voulait prendre le pouvoir. Heureusement que les Russes ont mis de Tordre.

*Grève pour la Hongrie*, - Nous attendons de voir qui va débrayer. Un ouvrier qui d'habitude reste à sa machine dans toutes les grèves s'habille ; puis c'est un autre du même genre qui s'en va. D'autres s'indignent et ne débrayent pas. En tout, une dizaine de F.O.

sont partis.

- Tu te rends compte, les salauds, il n'ont même pas voulu débrayer une demi-heure quand J. a été appelé, ni donner un sou pour les copains qui sont en Algérie.

- Moi, je ne ferai pas grève avec ces tocards. Mais pas avec les cocos non plus. Quand ils viendront me parler de paix, ceux-là, je les enverrai sur les rosés.

Dans un autre coin, les ouvriers sont indignés de l'affaire hongroise. Bien que n'ayant aucune sympathie pour F.O., X. les a mis au pied du mur :

- Puisque nous ne sommes pas contents de ce qui se passe là-bas, il n'y a qu'à débrayer.

Ce qu'ils firent. Comme ils discutaient avec beaucoup d'ardeur, un communiste a promis à X. « qu'il serait pendu dès que les communistes seraient au pouvoir ».

X. a répondu que de toute façon l'autre ne verrait pas ce jour-là :

- Avant qu'on me pendre tu seras mort.

Les copains ont estimé que la réponse était à la hauteur de l'argument ; quant au communiste, il a difficilement caché son inquiétude.

A l'atelier 11-50, les ouvriers n'ont pas voulu débrayer sans marquer leurs distances avec F.O. Ils ont formulé une résolution ; c'est H. qui l'a rédigée. Les ouvriers l'ont discutée, modifiée, puis ils l'ont fait circuler. 24 l'ont signée.

Voici le texte de la résolution :

*Un certain nombre d'ouvriers de l'atelier 11-50 ont décidé mercredi 7 novembre de signer une résolution et de débrayer à 17 h. 45, ainsi que de se réunir ensuite pour diffuser le plus largement possible le texte de leur résolution en invitant les camarades de l'atelier qui sont d'accord avec le texte à le signer à leur tour.*

*Nous manifestons notre opposition à toutes guerres que ce soit :*

*1° Les Russes qui écrasent la volonté revendicative des travailleurs et des paysans hongrois.*

*2° A la guerre d'Algérie qui dure depuis deux ans sans apporter de solution, faisant chaque jour plus de victimes et apportant aussi plus de misère.*

*3° A la guerre en Egypte qui a pour but de défendre les actionnaires de la Compagnie du Canal de Suez.*

*En conséquence, nous condamnons indiscutablement ces guerres et affirmons que nos intérêts n'ont rien à voir avec les actes du gouvernement.*

*Afin de faire connaître le plus largement possible notre position nous proposons d'envoyer la résolution à un certain nombre de journaux : L'Humanité, Franc-Tireur, Libération, France-Observateur, l'Express.*

*Nous invitons les camarades d'accord avec la résolution à donner leurs signatures.*

Ailleurs, c'est une chaîne influencée par un gars du S.I.R. qui a débrayé. Mais, là aussi, ce sont ceux qui ne débrayent jamais d'habitude. Il faut dire que la maîtrise a forcé un peu la main. Le chef leur a dit :

- Alors, les gars, vous débrayez ? Si vous débrayez, il faut le dire et on arrête la chaîne ensuite.

Dans la chaîne d'à côté, personne n'a débrayé, tellement ils étaient indignés par ces interventions.

On vient trouver G. :

- Tu sais, dans l'atelier d'à côté, les gars veulent débrayer pour la Hongrie.

- Mais c'est F.O. qui lance le mot d'ordre.

- F.O. ou pas F.O., on s'en fout. C'est dégueulasse, ce qui se passe là-bas.

- Mais, que ce soit F.O. qui lance ça, ça me fait marrer.

G. a pris la résolution du 11-50 et l'a fait signer ; ensuite ils ont débrayé.

Dans l'atelier à côté, la plupart des syndiqués sont de la C.G.T. mais ils ont débrayé. Quatre d'entre eux ont rendu leur carte C.G.T. ; un jeune a déchiré sa carte de l'U.J.R.F. et celle du syndicat.

Aux fonderies, pas mal d'ouvriers ont débrayé et, parmi eux, pas mal de sympathisants communistes.

Aujourd'hui, indignation contre les fascistes qui ont incendié les locaux de *L'Huma*. Pourtant quelques ouvriers chuchotent en douce leur satisfaction :

- Tu as vu ce qu'ils ont pris sur la gueule, les cocos !

B. est tout retourné. Maintenant il soupçonne les Hongrois d'être des fascistes.

- Tu as vu comment les réfugiés sont traités : on leur donne des places aussitôt qu'ils arrivent ici. Il y a quelque chose de pas clair là-dessous.

- Tu iras à la contre-manifestation ?

- Bien sûr, et avec une trique encore.

Le lendemain B. est revenu un peu déçu :

- On ne s'est pas battu, et devant *Le Populaire* on a crié : « *Unité !* ». Quelle connerie... Tu vas voir quelle grève il y aura le 13 !

Puis, confidentiellement :

- Il paraît que les gars s'arment ; ça va chauffer.

Mais personne ne sait exactement ce qu'il y aura. La journée passe, des tracts sont distribués, mais personne ne débrayera. La journée d'action se termine comme toutes les autres. Pourtant les communistes ont manifesté : au meeting de midi, place Nationale, ils ont rossé Blanc, le secrétaire F.O., et trois autres ouvriers F.O. qui étaient à ses côtés.

Dans l'atelier, plaisanteries ironiques :

- Ça lui fera les pieds, à Blanc, c'est un salaud.

- Tu l'as vu, l'unité d'action en marche ?

- Tu parles ! S'ils n'ont trouvé que cela pour leur journée d'action...

- C'est facile de casser la gueule quand on est cinquante contre quatre.

- Moi, le premier qui me touche, je l'assomme. J'ai ce qu'il faut. L., en passant, lance :

- Tu crois qu'il passera ?

- Impossible ! Il a essayé, mais penses-tu, il ne peut pas passer, tout est bouché. Rires. (C'est du fascisme qu'il s'agit). Quelques minutes plus tard :

- Tu l'as vu ?

- Oui, il est à la porte, mais il ne peut pas passer.

Gestes de la main, clin d'œil ironique.

On ne se dit plus bonjour, on dit : « *Il ne passera pas* ». C'est pour se moquer.

- Des enfants hongrois vont être adoptés. Commentaire d'un communiste :

- Si ce n'est pas malheureux ! Il n'y a pas assez d'écoles ni de logements en France, et on accepte des réfugiés !

Et il conclut :

- La France, c'est le dépotoir. Tout le monde y vient, et nous, on est dans la mouise.



Quelques amis et moi, nous avons décidé de distribuer un tract Place Nationale. Contre la guerre en Algérie, la guerre en Egypte et contre la dictature communiste Place Nationale. Le ton est violent, mais les ouvriers l'accueillent avec sympathie. Il exprime ce que beaucoup ont sur le cœur. De petits groupes d'ouvriers sont prêts à protéger les diffuseurs ; très peu parmi eux dépassent la trentaine. La situation est tendue, mais il n'y aura pas de bagarre ; nous sommes les plus forts et cela ne manque pas de renforcer la sympathie qu'on nous témoigne

De retour à l'atelier, B. me reproche d'avoir distribué ce tract. La division entre F.O. et C.G.T. le paralyse, il n'a qu'une frousse, c'est d'être traité de F.O. par les copains. Gueuler sur F.O., est pour lui une garantie suffisante d'intégrité révolutionnaire. Il n'a d'ailleurs pas beaucoup de mal à satisfaire sa conscience, car les F.O. sont peu nombreux. Il insinue que j'approuve plus ou moins leur politique. Je lui explique qu'en dehors de la C.G.T. et de F.O. il peut y avoir une politique de la classe ouvrière.

- De plus, vous avez un certain culot. Qui est-ce qui fait des appels continuels à F.O., si ce n'est la C.G.T. ? Et pourquoi Thorez, il ne casse pas la figure à Mollet quand il le rencontre dans le Palais Bourbon ? Au contraire : là ce sont des salamalecs et des votes de confiance et des appels à l'unité, mais quand il s'agit d'un ouvrier socialiste, là, on lui casse tout simplement la figure pour montrer aux ouvriers que le parti est fort. Il est fort surtout quand il ne risque rien. A la Chambre des Députés, il y a les flics tandis qu'ici, on est entre ouvriers ; alors qu'est-ce qu'on risque ? Ils respectent la mais la démocratie ouvrière, celle-là, ils s'en foutent.

B. n'est pas convaincu ; il se butte. On se quitte à moitié fâchés,

S., ce soir, vient me raconter ses malheurs,

- J'étais avec F. (une autorité communiste de l'atelier), nous parlions et M., nous interrompit. Il dit à F. : « Tu discutes avec lui ? Mais il a dit que les communistes sont des salauds ».

S. n'est pas content ; il dit que ce n'est pas bien de mêler la politique avec les rapports personnels. « Ce n'est pas parce que je ne suis pas partisan de leur politique qu'on doit cesser de se parler ». Il conclut que M. est un Espagnol et qu'il n'a qu'à s'occuper de la politique de son pays. Je lui réponds que M. est surtout un imbécile. Il finit par me croire.

On a beau dire à R., qui est socialiste, que Guy Mollet est un instrument de la bourgeoisie, et avec lui son parti, R. ne réagit pas. Tout ce qu'il demande, c'est qu'on « bouffe du coco ». Cette seule plate-forme lui suffit ; il encaisse tout le reste avec abnégation. Pour cette circonstance, je consens à « bouffer du coco » avec lui. Depuis, il vient sans cesse me voir à la machine.

- Tu es toujours fourré avec les F.O. maintenant, me dit K.

- Qu'est-ce qu'il faut que je fasse ? Que je leur casse la gueule ?

- En réalité, approuve-t-il en riant, les communistes doivent être jaloux, eux qui réclament l'unité avec les socialistes. Tu ne sais pas, j'ai envie de m'inscrire au P.S. pour avoir la cote avec les communistes. C'est peut-être le seul moyen.

La position des communistes est un enfer de contradictions. Ils en sont toujours à l'unité d'action, mais l'affaire hongroise les oppose à tout le monde. Que faire ? Se taire. Mais justement ils ne font qu'en parler, tellement ils éprouvent le besoin de se justifier.

Certains ouvriers se rapprochent aujourd'hui des communistes qu'ils avaient délaissés. Pour ceux-là le raidissement de «la Russie, les ultimatums de Boulganine et la contre-manifestation de la République sont des signes de durcissement contre la bourgeoisie. Ils espèrent que le P.C. va revenir à une politique de lutte. Pour cela, ils veulent bien consentir à oublier les Hongrois.

T. est gêné de parler de la Hongrie avec moi ; il jette de temps en temps un coup d'œil aux communistes pour voir s'ils le regardent. Il a honte d'approuver mes arguments, mais il a honte aussi d'approuver ceux des autres, et il me jette le même regard gêné lorsqu'il est avec eux. Voudrait-il ne pas en parler ? Non, car cette question le tracasse lui aussi, mais il voudrait peut-être en parler dans un autre climat, au cours de discussions amicales. Malheureusement, il est difficile de parler amicalement des morts que l'on se reproche. On s'emporte, on se hait sur le moment, et T. voit le petit édifice de ses rapports harmonieux voler en éclats. Il souffre de notre division. Pauvre T., il voudrait bien qu'il n'y ait jamais eu de révolte en Hongrie.

I. admire la Russie parce qu'elle est forte. Il a misé sur la Russie, bien que sur le plan de l'usine son comportement ne corresponde pas toujours à celui des communistes. Parce que je suis d'un avis contraire il me déteste, mais si je frappe sur la table ou m'engueule avec la maîtrise, il oublie ses griefs. Notre petite démonstration Place Nationale l'a un peu impressionné. Y aurait-il d'autres forces qui pourraient rivaliser avec le parti communiste ?

C. est anti-bourgeois, anti-gouvernemental, anti-S.F.I.O., voilà ce qui le rapproche du P.C. Mais les ouvriers hongrois ne sont-ils pas de la même trempe que lui ? Il voudrait bien le savoir. Pourtant il a du mal à concevoir que le parti communiste puisse devenir un parti d'exploiteurs :

- Suppose que la France devienne une démocratie populaire ; le délégué C.G.T. deviendrait chef d'atelier, par exemple. Eh bien, si on se révoltait, crois-tu qu'on le tuerait ?

- Non.
- Mais, les Hongrois, c'est ce qu'il font. Moi, je ne suis pas d'accord.
- Et si le délégué devenait un flic, un type de la Gestapo, par exemple ? Crois-tu qu'il ne faudrait pas le descendre ?
- Oui, mais, malgré tout, comment penser qu'il puisse devenir un flic ? Il n'arrive pas à imaginer cela.

Arguments des communistes :

- Tu dis que les ouvriers hongrois sont malheureux ; eh bien, s'ils étaient si malheureux que ça, ils ne seraient pas si bien habillés. Regarde un peu les photos.

On épluche les photos, on discute pour savoir si oui ou non les ouvriers hongrois sont bien habillés.

- Ce sont les anciens fascistes qui font la pagaille là-bas ; au temps des Allemands, ils étaient tous avec eux.

- Qu'est-ce que tu faisais, toi, au temps des Allemands ?

- Moi ? J'étais encore un même.

- Et les Hongrois, crois-tu qu'ils vieillissent moins vite que nous ?

Un tract de la C.G.T. prétend que le secrétaire F.O. a été simplement hué par les ouvriers.

- Pourquoi mentir ? Pourquoi ne dit-on pas qu'il s'est fait casser la figure ?

- Mais ce ne sont pas les communistes qui lui ont cassé la figure. C'est un socialiste qui était au meeting.

- Il doit être drôlement baraqué, ton socialiste, pour avoir cassé la gueule à quatre F.O. !

Quelques jours plus tard, nous avons un peu repris nos contacts humains. Nous arrivons à plaisanter entre nous, même sur la politique, et à discuter des problèmes de l'usine et de l'atelier. Mais l'affaire hongroise commence à lever l'hypothèque du paradis soviétique, et c'est une des choses, parmi tant d'autres, que nous auront données les ouvriers hongrois.

(... / ...)

---

Ce texte aborde des thèmes, développe des réflexions, pose des questions qu'on retrouve chez certains autres auteurs. On pourra lire par exemple :

### Brochures

« *Autogestion et Hiérarchie* » ; « *Racines subjective et logique du projet révolutionnaire* » ; « *'Socialisme' et société autonome* » ; « *La question de l'histoire du mouvement ouvrier* » ; « *Politique, démocratie, valeurs occidentales* » ; « *Crises économique, politique, sociale, anthropologique* » ; « *Le mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne* » ; « *Socialisme ou Barbarie & l'Internationale Situationniste* » ; « *La révolution dans la tête* » ; « *Éléments pour une démarche politique* » ; ...

### Livres

LEVARAY J.P. ; 2002 ; « *Putain d'usine* », Agone 2005  
LINHART R. ; 1981 ; « *L'établi* », ed. Minuit 1995  
WEIL S. ; 1935 ; « *La condition ouvrière* », Gallimard 2002  
DEJOURS C. ; 1998 ; « *Souffrance en France : la banalisation de l'injustice sociale* », Seuil 2006  
BEAUD S., PIALLOUX M. ; 1999 ; « *Retour sur la condition ouvrière : enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard* », Fayard  
THOMPSON.E ; 1988 ; « *La formation de la classe ouvrière anglaise* », Seuil  
CASTORIADIS C. ; 2005, « *Une société à la dérive* », Seuil  
ARENDT H. ; 1972 ; « *La crise de la culture, huit exercices de pensée politique* », Gallimard 2000  
ORWELL G. ; 1937 ; « *Le Quai de Wigan* », Gallimard, 2008  
FROMM E. ; 1956 ; « *L'art d'aimer* », Desclée De Brower 2007  
ADORNO T.W. ; 1951 ; « *Minima moralia, réflexions sur la vie mutilée* », Payot, 2001  
ANDERS G. ; 1956 ; « *L'obsolescence de l'homme ; sur l'âme à l'époque de la deuxième révolution industrielle* », EDN 2002  
ILLICH I. ; 1975 ; « *La convivialité* », Points Essais 2003  
PASOLINI P.P. ; 1976 ; « *Ecrits corsaires* », Flammarion, 1976

**Contact** : [Quentin@no-log.org](mailto:Quentin@no-log.org)